

***l'Anti*capitaliste**

n°381 | 27 avril 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



CONTRE LE FN

**CONTRE LES POLITIQUES
ANTISOCIALES ET
SÉCURITAIRES QUI LE
FONT MONTER**

CONSTRUISONS LA RIPOSTE

Dossier

**Russie
avril 1917**

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Attentat boursier»

Page 2

PREMIER PLAN

Guyane: l'heure du bilan

Page 3



ACTU DE CAMPAGNE

Macron: tout est bon pour les patrons

Page 4

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Philippe Blanchet
sur la discrimination par la langue

Page 12



édito

Par HENRI WILNO

«Attentat boursier»

Le 11 avril dernier, le bus de l'équipe de football BVP Dortmund a subi un attentat qui a blessé un joueur de l'équipe ainsi qu'un policier, juste avant le match qui devait opposer le club allemand à l'AS Monaco en quart de finale aller de la Ligue des champions. Trois bombes avaient été placées à une douzaine de mètres du véhicule, cachées dans de petits buissons. Des bombes contenant des tiges métalliques qui, si elles avaient traversé les vitres du bus, auraient pu faire un véritable carnage selon les enquêteurs. La piste islamiste avait été mise en avant. Deux semaines plus tard, c'est un tout autre scénario qui s'impose. Derrière l'attentat, une opération financière assez banale!

Traditionnellement, pour spéculer sur l'évolution des cours de bourse, les financiers cherchent à avoir des informations, si possible avant tout le monde, en se les procurant par des moyens plus ou moins licites. Autre technique, encore moins honnête mais pratiquée : faire courir de fausses nouvelles susceptibles d'influencer les cours. L'auteur de l'attentat a franchi un degré supplémentaire dans la flouterie : créer un événement qui orientera la Bourse dans le sens souhaité par le spéculateur.

En effet, il avait parié sur la baisse du cours de l'action du club de Dortmund (puisque celui-ci est désormais coté en bourse, à l'instar de nombreux grands clubs de foot). Pour ce faire, il avait utilisé plusieurs comptes bancaires, et son gain aurait pu être de plusieurs millions d'euros. Pour masquer son acte, il avait pris soin de semer sur les lieux de l'attentat... trois textes visant à inciter les enquêteurs à privilégier la piste islamiste. Mais son perfectionnisme et sa soif du gain l'ont coulé : il avait loué une chambre dans le même hôtel que l'équipe de Dortmund et utilisé l'internet de l'hôtel pour passer des ordres en bourse...

«Le premier attentat boursier de l'histoire», a titré le site financier *Capital*. Le premier? Pas si sûr. Les capitalistes ont déjà montré à de nombreuses reprises qu'ils ne reculaient devant aucune méthode, y compris celles susceptibles de faire couler des flots de sang pour satisfaire leur soif de profit. Sergej W., l'auteur de l'attentat, est tout juste un petit artisan du crime et de la spéculation. Il sera lourdement condamné, mais les grands malfaiteurs sont plus que jamais aux commandes.

À la Une

Contre le FN, contre les politiques antisociales et sécuritaires qui le font monter

Construisons la riposte

Le premier tour confirme ce que l'on sentait venir : une grande instabilité politique, une poussée à droite de l'échiquier politique, et une gauche délabrée.

Le Parti socialiste et Les Républicains sont expulsés du second tour. C'est une situation inédite, le signe de l'usure des partis qui ont géré les affaires de la bourgeoisie, fait passer les politiques antisociales. Par ailleurs, Macron, probable futur vainqueur, a recueilli les voix de seulement 18% des inscrits. Propulsé au second tour de l'élection par les miracles combinés du « vote utile » et les scandales entourant Fillon, la légitimité de son pouvoir sera extrêmement réduite... Cette élection met en lumière le caractère particulièrement antidémocratique de la 5^e République. Alors que le parti sortant est laminé, que la droite est décrédibilisée par les affaires, ce système parvient tout de même à faire émerger un Président qui pourra utiliser le scrutin majoritaire pour obtenir une majorité à l'Assemblée. Et, comme par hasard, ce candidat rassemble toutes les orientations de la classe dominante : sponsor de l'Union européenne, précarité débridée, lien avec les milieux financiers...

La résistible ascension de l'extrême droite

L'autre événement est l'ampleur du score du FN. Il recueille 7,6 millions de voix, soit 1,3 de plus qu'en 2012... et près de 3 millions de plus qu'en 2002! Dans la confusion actuelle, il parvient à se présenter comme un « parti social », certains électeurs allant voter pour lui parce qu'il serait pour la retraite à 60 ans. Pour nous, le FN est un danger mortel pour les libertés démocratiques, il est profondément antisocial et

LEPEN OU MACRON?



raciste. Le Pen est pronostiquée à 35%, voire 40%, au second tour, bien loin des 18% de son père en 2002. Le pire reste sans doute la faiblesse des réactions dans la rue, y compris parmi la jeunesse.

Une gauche dévastée

À l'opposé, la gauche est laminée de ce scrutin. Elle pèse moins de 30%, soit moins de 10 millions de voix. Si les électeurs ont voulu sanctionner la politique de Hollande, le résultat n'est pas un déplacement vers la gauche : Mélenchon a réalisé une campagne très chauvine (« patriotique », dirait-il) et peu radicale, et les scores de l'extrême gauche sont extrêmement faibles.

Les partis traditionnels issus du mouvement ouvrier, le PS et surtout le PCF, qui regroupaient des dizaines de milliers de militantEs, sont quasiment morts... sans être remplacés par quelque chose de plus combatifs. C'est le reflet du recul du mouvement ouvrier, du rapport de forces.

Notre campagne, un écho plus important que nos résultats

Les scores du NPA et de LO sont très faibles, reflétant la difficulté actuelle pour les idées anticapitalistes. Beaucoup d'électeurs ont voté Mélenchon... tout en affirmant être en accord avec nos positions! Cela même sans parler de tous ceux qui n'ont pas le droit de vote.

Nous avons au moins été utiles pour affaiblir Le Pen et Fillon, en particulier lors du grand débat du 4 avril. Des centaines de milliers de personnes ont apprécié notre discours de rupture avec le système. Nous avons aussi contribué à populariser la mobilisation en Guyane... où nous avons recueilli 5,24% des voix! Nous nous sommes tournés largement vers l'extérieur et avons commencé à reconstruire le NPA comme organisation militante. Mais la route reste encore longue!

Ces prochains jours...

La prochaine étape, ce sont les manifestations du 1^{er} Mai contre

le FN et les politiques libérales. Macron a déjà annoncé qu'il va gouverner par ordonnances pour casser encore plus le code du travail : il faut donc préparer dès maintenant la mobilisation du monde du travail contre sa politique.

Les politiques d'austérité, comme celles défendues par Macron, sont la cause de la montée du FN. Nous comprenons que, dimanche 7 mai, des électeurs vont utiliser le bulletin Macron pour battre Le Pen dans les urnes, mais nous ne considérons pas que l'ex-ministre de Hollande est un rempart à l'extrême droite. Pour faire reculer durablement le FN et ses idées, la mobilisation collective reste la seule solution.

Et après, un outil pour reconstruire

Plus largement, nous devons reconstruire les syndicats, les collectifs de mobilisation, les associations du mouvement ouvrier, qui permettent de retisser les solidarités, de développer la conscience de classe et les mobilisations dans l'unité.

Il faut aussi tracer la perspective d'un parti pour les exploités. Nous ne sommes pas en dehors de l'inévitable discussion sur la recomposition à gauche. À toutes celles et tous ceux qui ont refusé de voter ou à qui on refuse le droit de vote, à celles et ceux qui ont voté Mélenchon en pensant faire un vote de rupture, à celles et ceux qui ont voté LO, nous tenons à dire que plus que jamais, nous avons besoin d'un parti qui représente nos intérêts, un outil pour nos luttes quotidiennes, pour en finir avec le système capitaliste, pour porter le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions.

Dans l'immédiat, pour nous, cela passe bien entendu par la construction du NPA et l'organisation de nouveaux militantEs. Pour lutter et changer le monde.

Antoine Larrache

VENEZUELA

Chaos économique, violences et recherches d'alternatives

La polarisation entre soutiens et détracteurs du gouvernement Maduro s'accroît avec des conséquences tragiques sur fond de crise économique profonde et de retournement de conjoncture politique dans toute l'Amérique du Sud.

Depuis plusieurs semaines, le Venezuela semble plongé dans le chaos où les manifestations de l'opposition et contre-manifestations du gouvernement Maduro, suivies d'affrontements violents, sont à l'origine de la mort de plus de vingt personnes.

Dérive autoritaire

La MUD (Table de l'unité démocratique), coalition hétéroclite, revendique la tenue d'élections générales immédiates pour mettre fin au

gouvernement de Nicolás Maduro. La situation s'est envenimée lorsque, le 30 mars dernier, le Tribunal suprême de justice (acquis à l'exécutif) a choisi de déposséder l'Assemblée nationale (aux mains de l'opposition) de ses prérogatives, en se basant sur la présence de trois parlementaires élus de manière frauduleuse en son sein. Face au scandale qu'une telle mesure a soulevé, les autorités vénézuéliennes ont finalement fait marche arrière, tout en condamnant le candidat de l'opposition aux deux dernières élections

présidentielles, Henrique Capriles, à quinze ans d'inéligibilité... Cette dérive autoritaire du gouvernement ne touche pas seulement les élites politiques opposantes. Les élections régionales et syndicales sont aussi reportées sine die... Des « Organisations de libération du peuple » (OLP), chargées de rétablir la sécurité dans les quartiers populaires, sont accusées de plusieurs dizaines d'assassinats par les organismes de défense des droits humains. Et des formations politiques jusque-là proches du « chavisme

critique » et indépendantes du PSUV (le parti de Maduro) comme Marea Socialista ou le Parti communiste vénézuélien, doivent désormais se plier à des conditions draconiennes pour tenter de conserver une existence légale. Quant à la MUD, elle est clairement dominée par les néolibéraux et centrée sur un projet politique de revanche sociale, pro-impérialiste et de restauration d'un gouvernement « stable » au service des classes possédantes et du capital international. Rappelons que lors du coup d'État avorté d'avril 2002, ces mêmes opposants avaient destitué immédiatement toutes les autorités légales et exercé une répression immédiate sur la population et les partisans de Chávez...

Régression sociale

Que Nicolás Maduro se maintienne au pouvoir ou qu'un gouvernement « d'union nationale » soit mis en place, la situation des classes populaires vénézuéliennes demeure très préoccupante.

BIEN DIT

Casse-toi!
Quel scandale!
Poutou,
Poutou!

DES COMMERÇANTS DU MARCHÉ DE RUNGIS huant Marine Le Pen lors de sa visite sur le marché mardi 25 avril, dans un reportage diffusé sur LCI

Un monde à changer

«**MÉPRISER LA SCIENCE, C'EST PASSER À CÔTÉ DE L'ESSENTIEL.**»

À l'occasion du Jour de la Terre, le 22 avril, l'Earth Day américain initiée en 1970 par les pionniers de la défense de l'environnement, partout dans le monde, les scientifiques sont descendus dans la rue pour des Marches pour les sciences, une première.

Ce mouvement est né aux États-Unis en réaction aux déclarations de Trump, notamment sur le climat. Une foule énorme s'est rassemblée à Washington, à travers aussi tous les États-Unis et dans au moins 605 villes dans le monde, dont 26 en France. Les scientifiques ont ainsi manifesté leur opposition à Trump et à tous les courants réactionnaires et obscurantistes qui progressent dans le monde, flattant la défiance vis-à-vis de la science, en particulier dans le domaine du changement climatique. La nouvelle administration Trump s'en prend ouvertement aux sciences du climat et de l'environnement, en réduisant leurs crédits et en condamnant au silence des membres de l'administration. Scott Pruitt, patron de l'Agence de protection de l'environnement, refuse de reconnaître le rôle déterminant des rejets de CO₂ sur le changement

climatique et déclare vouloir sortir de l'accord de Paris. Le vice-président Mike Pence se revendique du créationnisme, et l'obscurantisme religieux est une dominante dans les équipes de Trump.

Ce mépris de la science n'est pas l'exclusivité de l'administration Trump. En 2013, le gouvernement Harper au Canada avait interdit aux chercheurs des agences fédérales de répondre aux questions de la presse sur les conséquences pour l'environnement de l'exploitation des schistes bitumineux de l'Alberta. Ce sont aussi les coupes claires dans les budgets publics. Moins 18% pour l'Institut national de la santé ou encore moins 31% pour l'agence de l'environnement (EPA).

«Précarisation, paupérisation, vassalisation», c'est aussi ce que dénonçaient les scientifiques à Paris. Leurs pancartes affirmaient : «La science n'est pas une opinion!», «Il n'y a pas de planète B», «Si vous croyez que la science est chère, essayez l'ignorance», «La science appartient à tous», «Des idées construites valent mieux que les idées reçues», etc. Un programme sans patrie ni frontière en réponse à l'«America First», à la bêtise dangereuse du nationalisme.

Même si on sait ce que valent les promesses de l'État français en ce domaine, le préfet a dû accepter que l'Accord de Guyane paraisse au *Journal Officiel*. Il a également dû accepter le drapeau guyanais tendu sur la table des signatures. Ce drapeau, popularisé par l'intervention télévisée de Philippe Poutou lors des derniers jours de la campagne, a été adopté par l'UTG (Union des travailleurs guyanais) lors de son congrès fondateur en 1967. Le vert et le jaune représentent les richesses du sol et du sous-sol, et l'étoile rouge l'orientation socialiste de la lutte anticoloniale. Longtemps décrit comme «indépendantiste», il a été progressivement arboré par les équipes sportives, sur les pare-brise des automobilistes, jusqu'à s'imposer comme symbole d'unité et d'affirmation identitaire lors des manifestations de masse du 28 mars. La centrale UTG aura joué un rôle prépondérant dans ce mouvement, pourtant parti de revendications sécuritaires et des «socioprofessionnels». Face à la stratégie de pourrissement de l'État, face aux divisions du collectif – les 500 Frères ont scissionné et leur porte-parole a quitté le collectif avec fracas la dernière semaine – l'expérience collective des syndicalistes a permis de tenir et d'arracher des acquis pour la majorité de la population. Pour la santé, l'hôpital de Kourou va devenir public, un CHU va être construit et des services manquants devraient ouvrir en différents points du territoire. C'est encore loin de satisfaire les besoins primordiaux de la population, et l'UTG tient toujours un

GUYANE L'heure du bilan

Il y aura un avant et un après mouvement. Après cinq semaines de mobilisation et de barrages, l'accord signé avec le gouvernement représente une victoire importante.



Après plus d'un mois de blocage, l'accès au centre spatial guyanais a été débloqué samedi dernier. DR

piquet devant l'hôpital de Cayenne, mais il y a des avancées réelles. De même dans l'éducation, qui a un rôle stratégique étant donné le poids de la jeunesse, des constructions attendues depuis des années vont enfin trouver des financements, dont le lycée de Maripasoula. Là encore, la lutte devrait continuer, en particulier pour une politique académique adaptée aux réalités du pays.

Sortir de la dépendance coloniale

L'évolution statutaire représente une revendication ancienne en Guyane. Depuis les années 1970 et la mort du

député Justin Catayée, une partie de la classe politique demande la possibilité d'adapter les lois et réglementations, d'obtenir une autonomie pour un développement endogène du territoire, certains revendiquant même l'indépendance. Des mobilisations massives, souvent suivies d'arrestations des leaders les plus combattifs, ont éclaté en 1974, en 1992, en 1996-97 et au début des années 2000. Parallèlement, l'État a réussi jusque-là à garder la main sur le calendrier institutionnel et à manœuvrer, pour préserver son emprise sur les richesses d'un territoire qui pourrait lui échapper si la production locale se développait.

L'accord prévoit qu'un congrès des élus se tiendra avant la fin de l'année, qui pourra impulser des États généraux puis convoquer un référendum sur un statut adapté. Ce serait un pas en avant important pour sortir de la dépendance coloniale, même si les modalités et les finalités de ce changement institutionnel dépendent de la pression que mettront les luttes populaires d'ici là.

Le résultat du premier tour de la présidentielle reflète la polarisation à l'œuvre dans la société. Mélenchon (24,72%) arrive en tête juste devant Le Pen (24,29%). En 2012, ils étaient respectivement à 7,9% et 10,5%. L'abstention a atteint les deux tiers d'un corps électoral pourtant réduit par rapport au nombre d'habitants.

Le maintien de la fiction administrative française, ou l'audace de la décolonisation? La peur de l'autre et le repli sur soi, ou la solidarité telle qu'elle s'est manifestée sur les barrières pendant ces cinq semaines? La destruction de l'environnement par la pollution au mercure et aux rejets du spatial, ou la construction d'une nouvelle civilisation écosocialiste? Plus que jamais, la Guyane apparaît comme un laboratoire des défis posés par la globalisation à l'humanité dans son ensemble.

De Guyane, Vincent Touchaleaume

Le chiffre

13,1%

C'est la hausse de l'emploi intérimaire en 2016 (+ 76 100 intérimaires). Dans l'ensemble, l'emploi intérimaire a nettement contribué à l'évolution de l'emploi: hors intérim, l'emploi salarié en France n'a augmenté que de 138 000 postes et seulement dans les services. Dans l'industrie et la construction, hors intérim, l'emploi salarié recule...



Agenda

Jeudi 27 avril, rencontres de La Brèche, Paris. *Le militaire. Une histoire française* (Éditions Amsterdam, 2017), présenté par son auteur, Claude Serfati, à partir de 18h à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

Samedi 29 avril, raffut des locataires et des mal-logés, Paris. RDV à 8h angle place des Temes / boulevard de Courcelles, venez avec votre instrument bruyant.

Samedi 29 avril, rassemblement Palestine, Paris. En soutien aux 1500 prisonniers palestiniens en grève de la faim, de 15h30 à 17h30, place de la République.

Lundi 1^{er} mai, rassemblement antiraciste, Paris. À la mémoire de Brahim Bouarram et de toutes les victimes de crimes racistes, rassemblement de 11h à 12h au pont du Carrousel.

Lundi 1^{er} mai, journée internationale de manifestations. À Paris, manifestation à 14h30, place de la République.

Lundi 1^{er} mai, fête anticapitaliste, Strasbourg. Après la manifestation, à partir de midi, salle et jardin de l'Antares, 10, rue d'Ankara. Barbecue, buvette, couscous, repas végétarien...

Mardi 9 mai, rencontres de La Brèche, Paris. *Pour une approche stratégique des espaces politiques* (L'Harmattan, 2017), présenté par son auteur, Hans Cova, à partir de 18h30, à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

NO COMMENT

La bataille de France vient de débuter. Elle sera longue. Le PS y jouera tout son rôle et il sera à sa place: la première.

Le premier secrétaire du PS JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS, sur Twitter lundi 24 avril 2017

L'économie du pays, prisonnière de l'extractivisme et de la rente pétrolière, subit de plein fouet la chute brutale des cours du pétrole depuis l'été 2014. Dans une fuite en avant désespérée, le gouvernement accélère son megaprojet d'exploitation minière autour de la frange de l'Orénoque, sous contrôle des militaires et en alliance avec des multinationales, qui, à terme, devrait concerner 12% du territoire national, au détriment de l'environnement, de la biodiversité exceptionnelle de cette zone et des nombreuses communautés indigènes qui y vivent.

D'autre part, l'explosion du marché noir, l'effondrement de la monnaie nationale, la «guerre économique» menée par une partie des grandes entreprises privées et l'immense corruption de nombre de hauts fonctionnaires et d'une «bourgeoisie bolivarienne» toujours plus arrogante, font que les Vénézuéliens sont confrontés à d'immenses pénuries de nourriture,

de services et de médicaments: la faim est en train de réapparaître dans plusieurs quartiers de Caracas. Un autre phénomène concourt à l'affaiblissement de Maduro: l'arrivée au pouvoir des droites conservatrices dans plusieurs pays latino-américains et ainsi une perte de soutien régional. Cette situation générale de régression politique et sociale n'augure rien de positif pour les classes populaires vénézuéliennes. Si nous dénonçons évidemment toute tentative de déstabilisation extérieure, notre solidarité va avant tout au mouvement social, indigène et ouvrier du pays, à celles et ceux d'en bas et aux forces de la gauche critique qui tout en dénonçant les projets de restauration néolibérale de l'opposition et le népotisme «bolibourgeois» cherchent à se frayer, dans des conditions très difficiles, une voie indépendante du gouvernement, clairement anticapitaliste et autogestionnaire.

Franck Gaudichaud et Pedro Huarcaya



Maduro contesté par une rue sans perspective. DR

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

HAMON Liquidé par sa politique et son parti

Avec 6,35%, Benoît Hamon a réalisé le plus mauvais score d'un candidat du PS depuis Gaston Defferre en 1969 (5,01%).

Son parti qui, il y a cinq ans, concentrait entre ses mains quasiment tous les pouvoirs, est aujourd'hui à terre. « Citoyennes, citoyens, réveillez-vous ! », avait-il affirmé la veille du 1^{er} tour, se vantant d'avoir « remis la gauche sur son axe historique ». Seulement voilà, les dits « citoyens » étaient bien réveillés, et ne connaissent que trop cet axe historique de la gauche, celui du reniement, des promesses non tenues, des mensonges et d'une politique soumise aux patronat et aux banques. D'ailleurs, au même moment, Hollande, après Le Drian et Valls, préparait le ralliement du gouvernement à Macron...

Ancien ministre, Hamon aura tout fait pour tenter de faire oublier qu'il a été un « frondeur » favorable à toutes les interventions militaires du quinquennat, étant dans cette campagne le candidat le moins critique de la politique étrangère de François Hollande, saluant la récente frappe américaine en Syrie. Il a, durant sa propre campagne, commencé à renier ses propres promesses, faisant de son revenu universel d'existence une simple prime d'activité améliorée... Et à peine a-t-il fait le douloureux constat, « J'ai échoué », qu'il a suivi Cambadélis et tous les autres pour appeler à voter Macron.

Sans rire, le faiseur de boniment parle maintenant de « campagne fondatrice » et de « graines semées pour l'avenir ». « La gauche n'est pas morte, je sais que vous n'attendez pas une "recomposition" d'appareils, les arrangements d'un vieux monde politicien épuisé par une 5^e République elle-même à bout de souffle... Vous me l'avez dit : vous attendez une renaissance... »

La fin d'une époque...

En attendant, les dirigeants du PS qui l'ont liquidé s'interrogent sur le seul sujet qui les préoccupe : comment utiliser les législatives pour avoir les moyens de négocier une place dans la future majorité présidentielle ou au moins jouer un rôle au Parlement ? « Des accords rose-rouge-vert aux législatives », « la refondation » de la gauche et du PS, une coalition rose-rouge-vert avec des écologistes et le PCF, « des configurations à géométrie variable dans toutes les circonscriptions », la « maison des progressistes » voulue par Valls... Tout leur semble possible... sauf apparemment un accord avec Mélenchon... À défaut d'avoir une autre politique que celle de Macron, la logique destructrice des ambitions et rivalités politiques poursuit son œuvre.

Alors que le PCF s'est lui-même liquidé en s'effaçant derrière Mélenchon, l'effondrement de Hamon signe la fin de cette gauche née au congrès d'Epinay, quand l'homme de droite qu'était Mitterrand avait fait une OPA sur la vieille SFIO moribonde pour soumettre le PCF à ses intérêts politiques dans le cadre de l'Union de la gauche. Cette gauche vouée à la défense des intérêts de la bourgeoisie ne pouvait résister à la crise, et s'est elle-même liquidée pour se donner à un jeune arriviste apprenti bonaparte.

Il ne manquera pas d'idées pour refonder cette gauche défunte. Nouvelles et vaines illusions, la tâche des militantEs du mouvement ouvrier, de la nouvelle génération en révolte contre le sombre avenir que lui fait entrevoir cette sinistre présidentielle, est de s'attacher à construire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, un parti des travailleurs. La perspective ouverte par notre campagne.

Yvan Lemaitre



MACRON Tout est bon pour les patrons

Derrière l'aventure personnelle de Macron, on trouve le grand patronat et une partie du personnel politique du PS et de la droite. Rien d'étonnant donc à ce que la bourse ait pris 4,5% au lendemain du premier tour.

Macron veut se donner l'image d'un homme jeune et nouveau. Jeune, il l'est effectivement. Mais nouveau... Avant d'être ministre des Finances, l'énarque a fait une carrière marquée par des allers-retours entre la haute administration et la banque (plus précisément la banque Rothschild où il a gagné plus de deux millions d'euros).

Inspirateur et continuateur de Hollande

Il fut ensuite, d'abord comme secrétaire général de l'Élysée, un des hommes clefs de la présidence Hollande. « Les spartakistes, on les aura ! », proclamait-il à cette époque face aux velléités des « frondeurs » de s'opposer aux mesures du « pacte de compétitivité », c'est-à-dire aux cadeaux supplémentaires au patronat sous la forme du CICE et de nouvelles baisses de cotisations sociales employeurs et d'impôts. Macron a, par ailleurs, contribué au choix de l'Élysée de ne pas légiférer sur les salaires des patrons et de privilégier un « code de bonne conduite »... qui les laisse en pratique libres de faire ce qu'ils veulent.

Nommé ministre de l'Économie, il attache son nom à la « loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques » (la loi Macron) qui modifie notamment la réglementation concernant le travail le dimanche et de nuit, les transports avec l'ouverture du marché des autocars, etc. Par peur de ne pas trouver de majorité sur ce texte, le gouvernement Valls décide d'utiliser l'article 49.3 de la Constitution pour la faire adopter. Macron n'est donc pas un ministre « lambda », mais il pressent l'effondrement du hollando-vallsisme. Il a compris que la crise du PS et



Rastignac président? DR

l'incapacité du « centre » à se constituer en force politique indépendante des Républicains ouvraient la possibilité d'une opération bonapartiste qu'il s'acharne à organiser. Il commence à collecter des fonds auprès de donateurs fortunés, crée en avril 2016 son propre mouvement « En marche ! », puis démissionne du gouvernement. Il annonce en novembre 2016 sa décision de se présenter à la présidentielle sans passer par les primaires du PS.

L'homme de toutes les nomenklaturas

Il se présente comme « ni de droite, ni de gauche » et ne veut pas être assimilé aux hommes politiques qui ont exercé le pouvoir, qu'ils viennent de la droite ou du PS. Cela ne l'empêche pas d'ajouter les soutiens : à droite du côté de Bayrou, et surtout du PS. Enfin, il faut mentionner quelques écologistes (Daniel Cohn-Bendit) et ex-communistes (Robert Hue, Patrick Braouezec) en perte de repères...

Du côté du patronat, Gattaz, le président du Medef, soutient Fillon mais il est loin de faire l'unanimité derrière lui. Macron a derrière lui la fine fleur des patrons de la nouvelle

économie, mais séduit aussi une partie du grand patronat adhérent à l'Afep (association qui regroupe les plus grands groupes français). Au niveau syndical, les soutiens sont plus discrets mais Pierre Ferracci, dirigeant du groupe de conseil Alpha (initialement lié à la CGT) l'a mis en relation avec les leaders syndicaux, et on peut penser à des contacts plus poussés du côté CFDT.

Une stratégie attrape-tout

Pendant la majeure partie de sa campagne, il est resté vague sur son programme. Son objectif a été de se placer au centre de ce qu'il pense être les aspirations de la société. Il a voulu s'adresser à tout le monde, y compris aux jeunes des banlieues. Il panache baisse des impôts et des cotisations des entreprises, suppression de certaines cotisations salariales, hausse de la CSG, allègement de l'impôt sur la fortune et suppression de la taxe d'habitation pour 80% des foyers. Tout le monde a l'air gagnant mais, en fait, si on additionne le tout, patrons et riches ramassent la mise. Il présente comme un gisement d'emplois la réforme du droit du travail, la flexibilité et le modèle Uber. Sur un certain nombre de terrains,

il met le doigt sur des défaillances : il annonce ainsi 12000 postes dans le primaire dans les zones difficiles et un remboursement à 100% des lunettes et des prothèses dentaires. Même si son objectif est au fond le même, Macron s'est bien gardé d'un discours austéritaire à la Fillon.

Le « troisième tour »

Macron est sans conteste l'homme du grand patronat. Il a su prendre la mesure de la crise de la 5^e République et du système des partis. Dans la situation actuelle, son élection ne fait guère de doute. Il va continuer à émettre du brouillard et il a commencé à recueillir des ralliements tous azimuts.

Au deuxième tour, certains issus de la gauche et des classes populaires feront prédominer leur rejet du FN, tandis que d'autres (parmi les plus éloignés de la politique) risquent d'être attirés par le discours « social » du FN.

Aux législatives, la partie sera sans doute plus difficile pour lui : les appareils des partis referont surface et voudront faire de l'élection des députés un « troisième tour de la présidentielle ». Ils tenteront soit de peser (comme l'a annoncé Manuel Valls) sur les contours de la future majorité, soit d'assurer leur hégémonie en dehors de cette majorité, avec comme perspective les prochaines élections. Au-delà, les braises existent encore qui ont donné le mouvement contre la loi travail : à nous, avec d'autres, de les entretenir pour construire le seul « troisième tour » qui vaille, celui de la défense des acquis sociaux. Mais il faudra aussi se mettre en situation de répondre à la crise politique dont le face-à-face Macron-Le Pen est l'expression...

Henri Wilno

MÉLENCHON Au pied du podium... et après ?

Malgré plus de 19% des voix, huit points supplémentaires par rapport à 2012, le candidat de La France insoumise a eu pourtant beaucoup de mal à cacher une déception matinée de rancœur lors de son allocution dimanche soir...

Pour celui qui s'était effectivement attribué le nouveau leadership de la gauche institutionnelle, qui martelait depuis plusieurs semaines qu'il était tout à fait capable de gouverner la France (et qu'il « n'était pas d'extrême gauche » !), la non-qualification pour le second tour de la présidentielle est un échec. Quand on prétend réformer le système ou améliorer les conditions de vie de la population par la voie électorale, encore faut-il pouvoir remporter les élections. Son ambition était effectivement de prendre la place du Parti socialiste dont il est issu, et qui s'est complètement discrédité à mener une politique au service des riches et du patronat.

Le « vote utile » à gauche a indéniablement profité à Mélenchon puisque au fur et à mesure que les intentions de vote s'effondraient du côté de Hamon, elles se reportaient en majeure partie vers lui. Mélenchon avait fait le buzz en janvier avec sa formule disant que Macron et lui formaient les deux branches d'un casse-noix qui allait faire « de l'huile » avec le PS. Cette formule s'est avérée prémonitrice, mais les



Mélenchon a-t-il un plan B? DR

deux branches du casse-noix ne sont pas au final exactement du même gabarit...

De quoi le vote Mélenchon est-il le nom ?

Illusions électorales envers un « vrai gouvernement de gauche », procuration donnée à un « sauveur suprême », espoirs sincères de changement radical de société, flirt prononcé avec toutes les idées nationalistes et chauvines, volonté de mettre une claque bien méritée au Parti socialiste... c'est bien

l'ensemble de ces paramètres qui expliquent le score recueilli par Mélenchon.

Un Mélenchon qui a fait une campagne bien moins radicale qu'en 2012, qui a encore plus rompu les amarres avec le mouvement ouvrier (l'interdiction des drapeaux rouges dans ses rassemblements, la déferlante des drapeaux tricolores, les références incessantes à la « patrie chérie », etc.), en bisbille permanente avec l'appareil du Parti communiste qu'il a réussi à rendre invisible... tout en réussissant à

regrouper derrière lui l'électorat communiste dans les bastions municipaux de celui-ci. Autant d'éléments contradictoires, donc, avec lesquels Mélenchon a joué de manière bonapartiste durant la campagne et qui expliquent aussi son refus de donner explicitement une consigne de vote en faveur de Macron à l'issue du premier tour, contrairement aux dirigeants du PCF.

Le succès électoral de Mélenchon exprime en partie, même de manière détournée, la rupture d'une frange significative des classes populaires avec le capitalisme et ses serviteurs, mais Mélenchon l'enferme dans une logique institutionnelle et nationaliste. Le meilleur service qu'on puisse rendre à cette frange-là de l'électorat de Mélenchon, c'est s'adresser à elle sur nos bases, anticapitalistes et internationalistes, comme nous l'avons fait lors de la campagne Poutou, afin de continuer à marteler que si on veut qu'ils « dégagent tous », ce sera impossible sans mobilisations sociales d'ampleur. Le suffrage universel ne pourra se substituer à la grève générale !

Marie-Hélène Duverger

LE PEN La percée dangereuse

Marine Le Pen se qualifie pour le second tour, avec 21,3 % des suffrages, et bat son record de voix. Et ce serait normal ?

Quinze ans après le choc du 21 avril 2002, le FN, autoproclamé « premier parti de France » en nombre de voix lors des élections intermédiaires de 2015, est de nouveau au second tour de l'élection présidentielle. Certes pas en tête comme l'avait prédit Rachline lors du meeting de Bercy le 17 avril dernier, mais bel et bien présent. On peut dire qu'on est très loin du « choc » de 2002 et des manifestations d'abord spontanées, puis plus organisées, qui avaient suivi. Après la banalisation de ses idées nauséabondes et de son ancrage institutionnel, le tout orchestrés par des médias et des concurrents politiques qui refusent de l'attaquer sur le fond, nous sommes désormais devant la banalisation de ses résultats électoraux. Pour certains éditorialistes, son score est même présenté comme « décevant »... participant ainsi encore plus à cette banalisation.

État des lieux du problème

Un million de voix de plus par rapport à 2012, premier vote chez les ouvriers, les chômeurs et les salariés du public... Ce 23 avril, la candidate du FN a obtenu 7,64 millions de voix, alors qu'en 2012, elle n'en avait obtenu « que » 6,42 millions. C'est donc un nouveau record historique en



nombre de voix pour le FN et un nouveau coup porté au fameux « plafond de verre ». Avec 32% des suffrages des employés et 37% de ceux des ouvriers, le vote Le Pen est en tête chez les actifs, mais aussi chez les chômeurs (26%) et les salariés du public (27%), selon une étude Ipsos-Sopra-Steria (c'est même plus dans d'autres études). Toujours selon cette étude, les moins diplômés ont aussi choisi Marine Le Pen (30%) ainsi que les 35-49 ans et les 50-59 ans. Mais Le Pen n'arrive à convaincre ni la jeunesse ni l'électorat le plus âgé. Niveau géographique, par rapport à 2012, le FN progresse partout, en particulier dans le nord et le nord-est de la France mais aussi dans le Var. Marine Le Pen est en tête dans tous les départements de Hauts-de-France. Et comme cela a été le cas pour les élections intermédiaires, le FN est plébiscité dans les territoires

ruraux et commence à séduire les villes moyennes. Ce scrutin montre une fois encore un développement du FN sur l'ensemble du territoire.

Faire barrage par le « front républicain » ?

Face à la présence de Le Pen au second tour, le classique appel à « faire barrage au FN » dans les urnes quel que soit le candidat en face refait surface comme si cela suffisait à le combattre réellement. Pour le NPA et ses militantEs, Le Pen qui se prétend la candidate du peuple, représente un danger mortel pour l'ensemble des libertés démocratiques, pour les populations racisées, les étrangers présents sur le sol français et, de manière générale, contre tous les acquis et progrès sociaux. Le véritable problème est que ce sont les politiques antisociales et sécuritaires menées depuis plusieurs décennies, en particulier par les

derniers gouvernements – dont Macron a été un des artisans – qui lui ont ouvert la voie. Nous devons donc d'abord convaincre du péril que représentent les idées du FN pour notre camp social : dans les entreprises, les services et les quartiers, pas une voix ne devrait aller au vote Le Pen. Dimanche 7 mai, beaucoup voudront faire barrage au FN en votant Macron, nous le comprenons. Mais soyons aussi convaincu que Macron ne peut constituer un rempart durable contre le FN. Lui-même fait aussi partie du problème, pas de la solution.

Combattre le FN au quotidien, reconstruire une perspective

Le combat contre le FN ne peut pas être mené tous les cinq ans dans les urnes. Les résultats de dimanche nous montrent bien que cela ne suffit pas. Plus que jamais, l'heure est à la mobilisation dans la durée, au quotidien. Nous devons reconstruire un mouvement anti-FN large et unitaire, rassemblant l'ensemble du mouvement ouvrier (associations, partis, organisations syndicales) ; développer les luttes quotidiennes pour l'égalité des droits au côté des sans-papiers, des migrantEs, contre les discriminations, pour une autre répartition des richesses, pour permettre à toutes et tous de travailler... Lutter durablement contre la lourde menace de l'extrême droite. Mais il y a aussi urgence de reconstruire un parti pour les exploités et les opprimés, pour représenter nos intérêts : reconstruire une perspective d'émancipation, pour porter le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et de toutes les oppressions. L'espoir contre le désespoir...

Sandra Demarcq

FILLON La nuit des longs couteaux ?

Parmi les candidats à la primaire de droite, Fillon ne partait déjà pas favori. Sa victoire est en partie due au rejet de Sarkozy ex-président trop bling-bling, empêtré dans les affaires, et à celui de Juppé, suspecté de centrisme. Cette élection jugée imperdable pour la droite, Fillon l'a perdue et dès le premier tour!

Dès le début, Fillon s'est isolé des membres de sa direction de campagne, par son autosuffisance, son arrogance.

Sa victoire à la primaire était liée au fait qu'il portait le projet néolibéral (en matière économique) et réactionnaire (en matière sociale) le plus abouti. Un programme offensif pour sa classe qui promet de nouveaux cadeaux aux patrons, notamment en s'attaquant fortement aux droits et acquis des salariéEs et des chômeurEs, en baissant de manière drastique le coût de la force de travail. Mais il en fait trop, mécontentant l'UDI et la base populaire de la droite, notamment sur la Sécurité sociale, en renvoyant aux mutuelles privées et aux assurances une majeure partie des remboursements. Il devra ensuite abandonner cette proposition trop impopulaire.



Fillon et son siège éjectable... PHOTOTHÈQUE ROUGE / LAURENT TULASNE

Affaires, projet réactionnaire...

Du haut de sa stature de futur chef d'État, il n'avait pas hésité à convoquer de Gaulle : « imagine-t-on de Gaulle se présentant à l'élection et mis en examen ? » C'est pourtant ce qu'il va faire... Sa mise en examen va ébranler ses « amis » de parti, et certains ne le soutiendront plus que du bout des lèvres. Et sa campagne va se focaliser sur les affaires, bien davantage que sur ses propositions politiques et économiques. Dans ce cadre, c'est la partie la plus réactionnaire de son programme que Fillon va alors mettre en avant. Maniant l'outrance avec un comportement proche de celui de Marine Le Pen, autre présumée coupable de la campagne (!), il ne va pas hésiter à hurler au complot et à l'assassinat politique perpétré par des juges rouges. Et plus il va rejeter les preuves de ses délits, plus il va faire une campagne fortement orientée sur les axes sécuritaires, la tolérance zéro sur les quartiers, l'institutionnalisation de l'état d'urgence, l'augmentation du nombre de policiers et de militaires... Une campagne également ancrée autour de l'identité de la France catholique et éternelle, proposant même de choisir des ministres issus de l'ultra-réac « Sens commun » et d'utiliser la déchéance de nationalité. Un programme réactionnaire, en faveur de l'ordre et de la famille, catholique intégriste de préférence...

Dans sa chute, emportera-t-il Les Républicains ?

Avec 20,01% des voix, il arrive donc en troisième position, provoquant un séisme politique dans une 5^e République marquée depuis 35 ans par l'alternance au gouvernement des partis de la droite et de la gauche institutionnelles. Les voix qui lui ont manqué se sont reportées à l'évidence sur Le Pen et Dupont-Aignan, plus crédibles sur leurs propositions de droite dure. Une partie des centristes a voté Macron, rebutée par les excès en tout genre de Fillon. Après ce premier tour, LR a donc perdu son ex-novo leader, son projet, sa ligne politique, sa relative unité. Lundi, ce parti explosé a difficilement trouvé un compromis lors de la réunion de son bureau politique pour appeler à « voter contre Marine Le Pen » au second tour. Une direction intermédiaire va penser l'organisation des législatives, une bataille que Fillon ne mènera pas, occupé à « panser les plaies de (sa) famille »!

Avec cette nuit des longs couteaux qui commence, et Juppé et Sarkozy triomphants ne seront pas les seuls à y participer, le glas de LR pourrait bien sonner. Nul doute que le monde des possédants saura trouver un autre outil, fidèle à ses intérêts politiques, économiques et financiers, pour continuer le combat contre notre classe.

Roseline Vachetta

En action !

Toulouse (31) Meeting réussi avec Philippe Poutou. Mardi 18 avril, véritable succès : 1600 personnes. Une réussite à la hauteur de l'énergie déployée par une centaine de militantEs durant plusieurs semaines, renforcée par l'organisation de bus et de co-voiturage de la région.

Le meeting a été à l'image de l'investissement des militantEs dans les luttes locales : pour le droit au logement, contre la fermeture de deux collèges d'éducation prioritaire dans les quartiers populaires, contre la destruction du service public de santé et les procédures disciplinaires qui visent des syndicalistes CGT du CHU de Purpan (où « l'immunité ouvrière » serait bien utile), contre les suppressions de postes dans l'aéronautique. Nos camarades du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) nous ont aussi rapporté les dernières nouvelles de la grève générale en Guyane, qui trouve ses racines dans la dépendance coloniale de ce pays vis-à-vis de la métropole. Deux camarades se sont adressés aux jeunes, nombreux dans la salle, pour dénoncer la précarité et le chômage, et rappeler l'importance des luttes féministes.

Autant de luttes et de propositions pour en finir avec le patriarcat et le capitalisme qui ont démontré toute l'utilité de voter pour Philippe Poutou. En espérant que cela aura donné envie aux nombreuses personnes qui ont laissé leur contact de construire « un outil pour représenter les jeunes et les travailleurs, en indépendance des institutions ».

Paris-Aubervilliers Paroles et musiques... Le meeting de la région parisienne a rassemblé mercredi 19 avril environ 1200 personnes dans une grande salle de l'autre côté du périph. Au-delà d'un nouveau milieu rencontré pendant

la campagne et des habitués curieux, beaucoup d'anciens militantEs ont fait leur retour, ainsi que des jeunes qui ont notamment découvert notre candidat lors du grand débat du 4 avril. Dans ce meeting présidé par Christine Poupin, ont aussi pris la parole Omar Slaouti sur la question des quartiers populaires et des violences policières, Armelle Pertus sur la lutte contre le FN, deux militantEs du MDES venus de Guyane, Elsa du secteur jeune du NPA, un salarié en lutte de SUD Vélis, une camarade anticapitaliste et féministe italienne, ainsi que bien entendu Philippe.

Une chaude ambiance avec des slogans et des chants ont précédé l'excellent concert des Motivés. La meilleure des façons de conclure cette soirée, et presque cette campagne.

Poitiers (86) Réunion publique avec Christine Poupin. Jeudi 20 avril, nous avons fait une dernière réunion publique pour clore la campagne. Alex, militant guyanais nous a fait l'honneur de venir jusqu'à Poitiers pour nous faire part de la situation en Guyane qui a mené jusqu'à la révolte (éducation, services publics, racisme d'État etc). Son intervention a suscité beaucoup d'intérêt mais aussi des interrogations, notamment sur les « 500 frères ». Christine est ensuite revenue sur la situation politique, principalement en France, et a rappelé l'enjeu de cette élection : faire entendre une voix radicalement à gauche, anticapitaliste, internationaliste, écosocialiste et féministe.

L'occasion de constater que notre discours sensibilise pas mal de monde, la candidature de Philippe Poutou redonnant confiance à une grande partie de notre camp social, malgré le vote utile pour certains. On en aura besoin pour la suite!

Anney (74) Affluence record pour le dernier meeting de campagne. Quelle récompense après une intense activité débutée par la recherche de parrainages (200 maires visités, 19 signatures). Pour conclure cette belle campagne, la réponse dépasse nos espérances : vendredi 21 avril, 350 personnes de toutes générations dans une salle prévue pour 200, certainEs attendent à l'extérieur. Du jamais vu de mémoire de militantEs! Certains avec de jeunes enfants, des ados ont entraîné leurs parents... Tous repartiront à la fin avec programme et autocollants.

En introduction, un militant du collectif Un toit pour tous a exposé les luttes des sans-abris et sans-papiers, une militante du collectif Palestine a évoqué BDS et la nécessaire solidarité. Philippe est intervenu plus d'une heure avec passion et humour pour inciter notre camp social à prendre ses affaires en main, seule solution pour abattre le système capitaliste et construire une société débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation...

Une bonne trentaine de journaux vendus et une vingtaine de contacts pour conclure une soirée qui s'est poursuivie... au resto « Le Che », lieu de rencontre du mouvement social annécien tenu par un réfugié kurde rencontré dans une lutte pour la régularisation de 13 Kurdes il y a près de 30 ans...

Le Mans (72) Olivier Besancenot en soutien. Vendredi 21 avril, devant une assemblée jeune de près de 150 personnes, trois camarades lycéennes sont d'abord intervenues pour rappeler les enjeux du scrutin pour une jeunesse toujours plus précarisée et toujours moins représentée. Ensuite, deux camarades guyanais du MDES sont venus témoigner de la lutte exemplaire qui leur a permis d'obtenir un plan de trois milliards

d'euros. Enfin, Olivier a conclu le meeting en présentant le programme du NPA pour ces présidentielles. Insistant sur l'aspect économique, notamment la mise en place d'un monopole public bancaire, il a rappelé que les seules réformes « utiles » seraient celles qui permettraient de remettre en cause le pouvoir des capitalistes... et qu'il faudrait que la rue soit présente pour leur imposer!

Le débat qui a suivi s'est notamment porté sur l'unité à gauche de la gauche et le « vote utile » Mélenchon. Olivier a mis en avant que rien ne pourrait se faire par accord de personne à personne, d'appareil à appareil, mais de bas en haut, porté par un mouvement social, sans se limiter aux seuls politicienEs professionnels. Tout le sens de la candidature de Philippe.

Cergy-Pontoise (95) Poutou changer avec Alain Krivine. Une réunion publique très sympa aux dires de tous, ce vendredi 21 avril, en présence d'une quarantaine de personnes, dont des nouveaux. En tribune, contre Europa City, grand projet inutile dont Dominique a rappelé l'enjeu, remerciant Philippe Poutou pour le soutien total à cette lutte; Aurore pour le collectif PIAF, qui a présenté le Festival artistique et politique du 13 mai, à Pierrelaye; Bruno pour le collectif antifa, qui a remis les pendules à l'heure « Pas encore minuit dans le siècle! »; Patoche qui a présenté les multiples activités de notre comité; tout cela sous la présidence de Véro.

Alain Krivine nous a fait une diatribe des plus appréciée, rappelant les axes essentiels de notre campagne et surtout de ce que nous défendions à plus long terme. Avec ensuite, bien entendu, des discussions et un buffet, car comme d'hab', chez nous, c'est aussi le plaisir du partage et le désir de l'envie!

LE PAYS LE PLUS DÉMOCRATIQUE DU MONDE

Dans la Russie tsariste, il n'y avait que peu de syndicats, tous dirigés par des militants mencheviques ou bolcheviques. Ils décident explicitement de reconnaître leur subordination aux soviets...

Le mouvement coopératif, coopératives de consommation et coopératives paysannes et ouvrières, était beaucoup plus puissant. Les premières soutinrent le gouvernement provisoire, alors que les secondes décidaient de soutenir les soviets comme organisation de la démocratie révolutionnaire.

Les soviets en action

Cette forme d'organisation, apparue lors de la Révolution de 1905, renaît dès les premiers jours de la révolution de février. Dans l'après-midi du 27 février, une cinquantaine de militants de tendances révolutionnaires différentes – bolcheviques, mencheviques, socialistes-révolutionnaires, travailistes (socialistes-révolutionnaires de tendance modérée) – mettent sur pied un Comité exécutif provisoire des députés ouvriers. Il appelle les ouvriers et les soldats de la garnison à élire leurs représentants. Ainsi naît le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd, assemblée de plusieurs centaines de députés, dirigée par un comité exécutif composé de révolutionnaires « professionnels » qui se sont cooptés, puis seront confirmés dans leurs fonctions.

Les premiers mandats sont verbaux, puis les députés sont élus. Les séances plénières du soviet, qui ressemblent souvent à un meeting un peu chaotique, sont le lieu de grands débats. Le pouvoir réel est celui du Comité exécutif désigné par le soviet, auquel sont adjoints des représentants non élus des partis socialistes (mencheviques, bolcheviques, socialistes-révolutionnaires, Bund, trudoviks, socialistes populistes, organisation inter rayons, sociaux-démocrates lettons...). Un flot ininterrompu de soldats, d'ouvriers, de femmes de soldats, de petits commerçants, d'employées... questionne, réclame, impose des mesures, et transforme le soviet en réel pouvoir révolutionnaire.

Un nouveau pouvoir

Dès le 1^{er} mars 1917, le soviet promulgue un texte fondamental, le Décret numéro 1, véritable charte des droits du soldat, qui abolit les règles de discipline militaire les plus vexatoires de l'ancien régime et permet aux soldats-citoyens de s'organiser en comités de soldats. Loin de se borner aux prérogatives limitées du Décret, les comités de soldats vont plus loin, récusent tel ou tel officier, prétendent en élire de nouveaux. Les unités sont progressivement gagnées par un « pouvoir soldat » qui déstabilise l'armée.

Car de multiples instances de pouvoir apparaissent partout en quelques semaines, dont le statut, les fonctions évoluent très vite. Parfois elles s'appellent soviets, mais sont différentes des soviets de députés ouvriers existant dans la plupart des villes. Parfois elles sont créées avec la caution du soviet, mais aussi fréquemment sans celui-ci.

Dans les grandes villes existent en plus du soviet des députés ouvriers et de soldats, ayant un Comité exécutif ou un Présidium, le soviet des comités d'usine qui est une émanation des comités d'usine, le soviet des comités de quartier, différentes gardes, civiles,



Des soldats russes de 1917 qui bientôt refuseront la guerre. DR

urbaines, ouvrières, des institutions sociales pour défendre les droits de femmes, des jeunes. Ailleurs se mettent en place des institutions de caractère national, comme la Rada de Kiev¹ qui coexistent avec le soviet, car les nationalités opprimées par l'empire grand russe se mobilisent : Polonais, Finlandais, Lituaniens, Estoniens, Lettons, musulmans...

Le contrôle ouvrier en marche

Les ouvriers obtiennent la journée de 8 heures, des augmentations de salaire. Ils mettent sur pied des milliers de comités d'usine et des unités de « gardes rouges ». Les comités d'usine contrôlent l'embauche et les licenciements, empêchent les patrons de procéder à des lock-out, sous prétexte de rupture d'approvisionnement, par l'occupation, des séquestrations. Ils maintiennent aussi une certaine discipline du travail, luttent contre l'absentéisme. Ils constituent l'ébauche d'un contrôle ouvrier sur la marche des entreprises.

Les unités de gardes rouges, milices ouvrières armées faisant leur service sur le temps de travail et donc payées par les patrons, sont prêtes à défendre l'usine en tant qu'outil de travail des prolétaires, mais aussi à « défendre la révolution » contre ses « ennemis ». Les comités d'usine commencent à se centraliser à partir du mois de mai à Petrograd, en adoptant les positions bolcheviques : « *Tout le pouvoir aux soviets !* »

Le partage des terres

Dans les villages, dès la chute du tsarisme, les assemblées paysannes rédigent des pétitions et des motions exposant les doléances et les souhaits du peuple, le vote pour tous, l'instruction, la paix. La question de la terre est au centre de tous les espoirs et de toutes les revendications : les paysans exigent la saisie et la redistribution des terres de la couronne et des grands propriétaires fonciers en fonction du nombre de « bouches à nourrir ». Chaque famille paysanne doit en avoir l'usufruit « à mesure de ce qu'elle peut mettre en valeur elle-même, sans l'aide de salariés ». Selon cette logique, « *il ne sera laissé au grand propriétaire qu'un domaine qu'il peut cultiver lui-même, avec sa famille* »...

Pour donner vie à ce projet, les paysans s'organisent, mettent en place des comités agraires, tant au niveau du village que du canton. Jusqu'au début de l'été de 1917, ces comités font encore confiance au gouvernement provisoire et au soviet de Petrograd pour résoudre le problème agraire. Pour le gouvernement, seule l'Assemblée constituante, élue au suffrage universel sera habilitée à légiférer sur la question agraire. Il affirme que toute saisie illégale de terres sera sanctionnée. Entre une paysannerie de plus en plus impatiente et un gouvernement soupçonné de prévenir les révoltes paysannes, la méfiance s'installe...

À partir de fin avril, commencent les arrestations de propriétaires, les perquisitions de manoirs, parfois

les pillages. Ici on réquisitionne les terres des églises et des monastères, là on partage les terres des propriétaires, ailleurs on réduit de 5 à 6 fois le prix des fermages. Le grand mouvement qui va aller en s'amplifiant tout au long de l'année 1917 est engagé.

Le pouvoir soldat

Le gouvernement provisoire doit faire face à l'agitation croissante qui gagne les armées, surtout depuis l'instauration des comités de soldats. Les désertions se multiplient. Le premier souci du Comité exécutif du soviet était de réconcilier soldats et officiers, entre lesquels il y a un abîme. La discipline était très violente : ainsi, en 1915, le châtiment du fouet avait été rétabli ! Durant les premières semaines de mars-avril, l'autorité disciplinaire tombe d'elle-même. Pour le soldat paysan, comme pour la plupart des soldats sur tous les fronts, la fin de la guerre est une question centrale. Des milliers de soldats vont commencer à désertir pour participer à la répartition des terres. Pour tous « à quoi bon la terre, si je suis mort, je n'en aurai plus besoin »... Il faut donc se débarrasser de la guerre, des officiers et des propriétaires terriens. Le programme « la paix, la terre, la liberté » devient celui de la masse des soldats.

Tous ces organes de ceux d'en bas commencent à constituer un réseau dense d'un pouvoir alternatif à celui de l'État tsariste en décomposition.

Patrick Le Moal

1 – Il n'y avait pas d'Ukrainiens dans le soviet de Kiev !

Lettre d'un jeune capitaine à son père, propriétaire foncier

« Entre nous et les soldats, l'abîme est insondable. Pour eux, nous sommes et resterons des barines [maîtres]. Pour eux, ce qui vient de se passer, ce n'est pas une révolution politique, mais une révolution sociale, dont ils sont les vainqueurs et nous les vaincus. Ils nous disent, maintenant qu'ils ont leur comité : "Avant, vous étiez les barines, maintenant c'est à notre tour de l'être !" Ils ont l'impression de tenir enfin leur revanche après des siècles de servitude. »

Cité par Nicolas Werth dans *La Russie en révolution* (Gallimard, 1997)

RUSSIE A

« To pouvo sovie

LE DOUBLE

Le 27 février est créé, comme en 1905, le soviet de Petrograd : l'assemblée élue du peuple, une représentation directe, « révolutionnaire », des masses fédérant les représentants des ouvriers et soldats, qui tente d'instaurer une autre façon de faire de la politique.

Parallèlement se met en place un organe traditionnel de pouvoir, un Comité provisoire pour le rétablissement de l'ordre et des rapports avec les institutions et les autorités. Il regroupe les grands agrariens, industriels, leaders du « bloc progressiste » de la Douma, dont le projet est de faire de la Russie un grand pays libéral et capitaliste et d'ancrer la vie politique russe dans la tradition européenne du parlementarisme.

De la tension entre pouvoirs...

Un compromis entre ces deux sources de pouvoir est signé le 2 mars. C'est la naissance d'un double pouvoir. Une coexistence qui sera émaillée de conflits durant toute l'année 1917.

Le soviet reconnaît la légitimité du gouvernement provisoire à majorité libérale à condition qu'il mette en place un vaste programme de réformes démocratiques. Il accepte qu'il ne proclame pas la république, en attendant la convocation d'une Assemblée constituante. Si les divers courants socialistes du soviet acceptent de donner le pouvoir à la bourgeoisie, c'est qu'ils sont persuadés que dans un pays arriéré comme la Russie, il faut, pour aller au socialisme, passer par une phase bourgeoise de la révolution.

Le gouvernement n'a que les attributs extérieurs du pouvoir, il agit pour autant que le soviet lui donne sa légitimité. C'est le soviet qui possède l'autorité parmi les masses urbaines et rurales, une autorité qui grandit de jour en jour. Le soviet se transforme peu à peu d'organe

de représentation des masses en révolution en organe de pouvoir réel qui organise la vie, qui prend les décisions quotidiennes, qui décide si les trains circulent, qui organise l'approvisionnement, la sécurité... C'est aussi le soviet qui fait redémarrer les tramways, organise l'arrestation du tsar, signe le 10 mars une charte avec les patrons de Petrograd instaurant la journée de 8 heures¹. Il doit répondre aux sollicitations des ouvriers, des paysans, mais aussi aux demandes d'assistance des autorités « officielles » tant à l'échelon municipal que gouvernemental. L'appareil gouvernemental travaille de plus en plus dans le vide, tant le soviet occupe les fonctions de l'État. Le premier gouvernement provisoire est formé d'une majorité de représentants libéraux, flanqué sur sa gauche du travailliste Kerenski, censé « faire le pont » entre le gouvernement et le soviet. En quelques semaines, il prend un train de mesures spectaculaires : libertés fondamentales, suffrage universel, amnistie générale, abolition de la peine de mort, suppression de toutes les discriminations de caste, de race ou de religion, reconnaissance du droit de la Finlande et de la Pologne à l'autodétermination... Chez les ouvriers et les soldats, qui voient bien la réaction monarchiste cachée dans le gouvernement provisoire, un gouvernement de la bourgeoisie, des possédants, c'est la perplexité... quand ce n'est pas l'hostilité. Le gouvernement va faire face à une vague de revendications et d'actions émanant des couches les plus diverses de la société en

AVRIL 1917**out le
ir aux
ets! »**

Le soviet de Petrograd, en débat et en action... DR

POUVOIR

révolution, les ouvriers, les paysans, les soldats-paysans, les nationalités.

... à l'affrontement

C'est sur la question de la guerre que les premiers affrontements vont avoir lieu entre les deux pouvoirs en présence. Le gouvernement considère que seule une victoire de la Russie au côté des Alliés réussira à amarrer solidement le nouveau régime aux démocraties occidentales. En outre, la continuation de la guerre est le moyen de mettre fin à la révolution. Elle justifie la conservation de l'appareil d'État, de l'armée, l'ajournement des élections, et le report de toutes les questions sociales, de la réforme agraire, et des questions nationales. Dès sa mise en place, il adresse une note aux Alliés dans laquelle il dit la détermination du nouveau gouvernement russe de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire et l'annexion de Constantinople. Le soviet de Petrograd réagit immédiatement et adopte le 14 mars un « Appel aux peuples du monde entier ». Il se prononce pour une « paix sans annexions ni contributions », prône le « défensisme révolutionnaire » qui s'efforce de concilier la « lutte des peuples contre les ambitions annexionnistes de leurs gouvernements » et le « maintien d'une politique défensive préservant la combativité de l'armée ». Malgré le caractère timoré de cette position du soviet, c'est la crise avec le gouvernement.

Au moment où les USA entrent en guerre, le 18 avril, le gouvernement adresse une note aux Alliés qui réaffirme que la Russie combattra « jusqu'à la victoire finale ». Il fait appel à un emprunt de guerre appelé « emprunt de la liberté ». Le Comité exécutif du soviet évite l'affrontement avec le gouvernement. C'est d'en bas que va venir la réponse. Devant l'imposture de ceux d'en haut qui ne cherchent

pas à obtenir la paix, des dizaines de milliers de manifestants descendent dans la rue. Pour la première fois, sont repris des mots d'ordre bolcheviques « À bas le gouvernement ! » et même « Tout le pouvoir aux soviets ! »

Lors de la réunion du soviet qui suit, Fedorov, ouvrier métallurgiste bolchevique, se prononce pour la première fois en faveur de la prise en main du pouvoir par le soviet, mais il est très minoritaire.

Les manifestations continuent et, le 21 avril, face aux manifestants sont mobilisés des milliers de contre-révolutionnaires. Le comité exécutif du soviet envoie un ordre de n'envoyer aucun détachement militaire dans les rues de la capitale contre les manifestants, puis ordonne de s'abstenir de toute manifestation pendant deux jours.

Le comité exécutif du soviet a réussi cette fois-ci à maintenir les masses sur le seuil du pouvoir, et laisse le gouvernement manœuvrer. Il recule et se prononce contre toute annexion, et les deux ministres les plus attaqués démissionnent. Le soviet de Petrograd annonce alors son ralliement à un gouvernement de coalition qui rassemblerait libéraux et socialistes modérés (socialistes-révolutionnaires et mencheviques). Les libéraux espèrent utiliser leur influence conciliatrice. Les bolcheviques sont minoritaires au soviet : six ministres socialistes dirigeants du soviet de Petrograd entrent dans le second gouvernement provisoire. Mais les soviets n'agonisent pas, et au premier signal de danger se remettent sur pied et montrent qu'ils restent maîtres de l'autorité politique sur les masses. Le double pouvoir continue sous une nouvelle forme. Jusqu'aux prochains affrontements...

Patrick Le Moal

1 – Ce sera la même chose à Moscou quelques jours plus tard.

« Les ouvriers, les soldats, les paysans prenaient les événements au sérieux. Ils estimaient que les soviets créés par eux devaient immédiatement s'occuper de la suppression des calamités qui avaient engendré la révolution. Tous allaient aux soviets. Chacun apportait là sa souffrance particulière. Or, quel était celui qui n'avait pas son mal ? On exigeait des décisions, on espérait de l'aide, on attendait de la justice, on insistait sur des représailles. Démarcheurs, plaignants, solliciteurs, accusateurs comptaient qu'enfin au pouvoir hostile était substitué le leur. Le peuple a confiance dans le soviet, le peuple est armé ; donc le soviet est bien le gouvernement. Ainsi l'entendaient les gens, et n'avaient-ils pas raison ? »

Léon Trotski, *Histoire de la Révolution russe* (Points, 2017 réédition)**LES « THÈSES D'AVRIL », NAISSANCE DU PARTI DE LÉNINE ET DE TROTSKI**

Ce texte, publié sous le seul nom de Lénine, constituait un projet de résolution que le comité central des Bolcheviques venait de mettre très largement en minorité. Il constituait une critique radicale de l'orientation prise, sous l'impulsion de Kamenev et de Staline, par la direction russe des Bolcheviques, qui depuis la révolution de février avait de fait apporté son soutien au gouvernement provisoire, ce qui l'avait aussi amené à envisager de fusionner avec les mencheviques pour réunifier le Parti social-démocrate russe.

Fin des compromis

S'inscrivant en faux contre cette orientation, les *Thèses d'avril* affirmaient que le gouvernement provisoire ne constituait qu'un gouvernement bourgeois et que la guerre qu'il continuait à mener n'avait pas changé de nature en devenant une guerre de défense révolutionnaire, mais restait une guerre de brigandage impérialiste que les bolcheviques devaient radicalement combattre. Estimant que le temps des compromis était révolu, Lénine se prononçait contre toute conciliation avec les mencheviques et pour la rupture définitive avec la II^e Internationale et les centristes zimmerwaldiens, ce qui l'amena à suggérer symboliquement aux bolcheviques de renoncer à leur référence à la « social-démocratie » pour créer un nouveau « parti communiste ».

En toute logique, cette politique d'opposition au gouvernement amenait Lénine à proposer de s'orienter vers une stratégie de conquête du pouvoir, ce qui constituait une rupture dans sa pensée stratégique, puisqu'il n'avait jusque-là guère pensé de marche vers un socialisme russe que dans le cadre d'une déflagration plus générale du capitalisme européen. Ce saut théorique était permis par la puissance acquise par les soviets, dans lequel il voyait le fondement d'un nouvel « État-Commune », autrement dit d'un État fondé sur les principes de la Commune de Paris.

Le 7 avril, trois jours à peine après son arrivée à Petrograd, Lénine publiait dans la *Pravda* un article intitulé « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution » qui sera plus tard désigné par le nom de « Thèses d'avril ».

Lénine présentant ses *Thèses d'avril* au Palais Tavrish à Petrograd. DR**Vers la république des soviets**

En conséquence, Lénine proposait d'utiliser les possibilités ouvertes par l'installation d'une république démocratique pour se livrer à une vaste opération de propagande pour la création d'une république des soviets, qui reprendrait les acquis de la Commune de Paris en supprimant la police, l'armée et le corps des fonctionnaires. Il se refusait ainsi à toute tentative de mise en place prématurée d'une dictature ouvrière, s'orientant vers une conquête de l'hégémonie politique qui devait faire toute sa

place aux masses paysannes. C'est dans cet esprit qu'il proposait un nouveau programme, faisant de la confiscation de la grande propriété foncière un axe prioritaire. Si, à leur parution, les *Thèses d'avril* ne constituaient au sein des Bolcheviques qu'une orientation très minoritaire, un mois plus tard elles étaient devenues hégémoniques dans le parti en raison de l'échec patent de la politique de défense révolutionnaire menée par le gouvernement provisoire. La réorientation imposée par Lénine avait scellé définitivement les projets de réunification du

Parti social-démocrate russe et par là même le destin de la II^e Internationale.

Rejoignant la théorie de la « révolution permanente », les *Thèses d'avril* ouvraient en revanche la voie d'une fusion des Vieux-Bolcheviques avec le groupe de Trotski qui, à son arrivée en mai à Petrograd, fit le constat que plus rien ne le séparait de Lénine. La fusion fut actée en août, donnant ainsi naissance, sur un plan idéologique autant que pratique, au « Parti de Lénine et de Trotski »...

Laurent Ripart

MOBILISATION

Le 1^{er} tour social donne de la voix

Dans les rues de Paris samedi 22 avril. DR

Plus de 2 000 personnes rassemblées place de la République samedi dernier pour le Premier tour social, avant d'aller manifester jusqu'à Bastille. Pour une mobilisation lancée essentiellement par plusieurs syndicats de base il y a moins de deux mois (voir l'Anticapitaliste n°380), c'est un bon début.

MilitantEs CGT, CNT ou SUD, dont plusieurs venus de régions, jeunes, précaires de Deliveroo, autonomes, intermittentEs, nuits debouistes, représentantEs des quartiers populaires, féministes, mal-logéEs etc. C'est un front social au profil large qui a pu se jauger.

La dizaine d'intervenantEs, à commencer par Mickaël Wamen de la CGT Goodyear, qui se sont succédé, juchés sur un camion plateau pour s'adresser à la foule, ont partagé un constat commun : la nécessité de surmonter l'éclatement des mobilisations qui restent fortes après la fin de la mobilisation contre la loi El Khomri, celle de faire face ensemble à la répression et de prendre la rue, quel que soit le résultat des élections.

Et maintenant, vers le second tour social!

Dans une ambiance qui rappelait celle du cortège de tête lors des manifestations contre la loi travail, avec un respect des tactiques de la part des manifestantEs les plus radicaux (venus annoncer la nuit des barricades prévue le lendemain à l'annonce des résultats du premier tour électoral), la manifestation, rythmée par la Compagnie Jolie Môme, la Fanfare invisible et une batucada, a pu suivre sa route, en dépit des provocations policières omniprésentes en début de cortège. Preuve est faite que, sans attendre les consignes venues d'en haut, ni perdre son énergie à peser sur les directions syndicales, un front de lutte, indispensable dans la période qui s'ouvre après la qualification de Macron et de Le Pen pour le second tour, est né.

Fort de ce succès, c'est désormais un deuxième tour social qui se profile pour le 1^{er} mai, avec une présence massive en tête du défilé parisien traditionnel. Ni Medef, ni facho, notre candidatE, c'est la lutte; notre programme, c'est celui que la rue imposera!

LD

La nécessité de défense des intérêts des travailleurEs est, elle, captée par un Mélenchon plus attaché à la *Marseillaise* et au drapeau tricolore qu'à l'*Internationale* et au drapeau rouge. Autant que la crise politique que ce vote enregistre, c'est aussi, voire surtout, la profondeur des reculs sociaux et des renoncements des directions syndicales qui peuvent se lire dans ce scrutin. Au-delà des péripéties techniques et des évolutions politiques des directions syndicales, cela s'inscrit dans la même logique que la progression de la CFDT et de la CGC au détriment de la CGT, c'est-à-dire la prédominance dans de larges franges du salariat d'organisations syndicales qui affichent clairement leur volonté non seulement de dialoguer avec le patronat mais aussi d'en partager les préoccupations et la nécessité des reculs sociaux. Même si la trêve sociale n'a jamais été totale, l'attentisme est dominant.

Des syndicats en retrait

La volonté quasi unanimement partagée de prise de distance avec les politiques ne répond pas aux questionnements qui traversent les organisations syndicales et les mobilisations.

FO a fait depuis longtemps de l'apolitisme un marqueur, pendant que les autres centrales soutenaient plus ou moins discrètement le PS. La seule prise de position politique franche a été celle de Nicole Notat, manifestement enthousiaste dans son soutien à Emmanuel Macron. Et pourtant ce dernier propose d'étatiser l'assurance chômage et le retour de la retraite à 65 ans...

En 2012, de nombreuses structures syndicales CGT (services publics, cheminots, énergie) s'étaient engagées dans un soutien visible à Mélenchon et, en janvier de la même année, le meeting confédéral organisé au Zénith avait longuement ovationné le candidat du Front de gauche. Entre deux élections présidentielles, le Collectif 12 avril/3A avait amorcé un début de confrontations «positives» entre organisations politiques syndicales, associatives, et avait porté plusieurs manifestations contre les politiques gouvernementales. Rien de semblable dans cette campagne 2017 pourtant engagée au même moment que la mobilisation

1^{ER} MAI Reprendre l'initiative

Le premier tour de l'élection présidentielle illustre sinistrement la réalité de la situation sociale un an après la mobilisation contre la loi travail. Avec un parti représentant historique affaibli, le camp de la bourgeoisie se partage entre réactionnaires, anti-européens et libéraux à prétention moderniste...

PREMIER MAI DE RÉCONCILIATION



contre la loi travail. L'ensemble de la CGT s'est essentiellement engagé dans la dénonciation de la politique raciste, antisociale, du Front national et une mise en garde contre les projets d'Emmanuel Macron, présenté à juste titre comme responsable de nombre des attaques portées contre les salariéEs lors de sa participation au gouvernement Hollande.

Des prises de position problématiques

Plus étonnant encore, Martinez pouvait déclarer, dans les *Échos* du 16 janvier, que «Valls, Hamon, Macron, Mélenchon... Tous sont loin de la réalité du monde du travail», ajoutant : «Cette déconnexion est grave». Une prise de distance liée au faible enthousiasme du Parti communiste dans cette campagne? Plus grave, le 18 janvier, Martinez, Montebourg et Mailly, au côté de

Pierre Laurent, Michel Husson et Bernard Thibault, signaient un appel à la défense de l'industrie française : «Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible.» Du Lepaon dans le texte! Du côté de Solidaires, si de nombreux militantEs sont engagés du côté de France insoumise, là non plus pas de consigne de vote en dehors du rejet du FN.

Le social, c'est aussi de la politique

Ainsi, moins de six mois après la fermeture de la séquence de la lutte contre la loi travail, l'ensemble des questions posées dans cette mobilisation semblent oubliées. C'est d'abord la nécessité impérieuse de passer d'une phase de manifestations à celle de grèves, prolongées, reconductibles, coordonnées,

propres à bloquer l'économie. C'est, dans le même temps, la question de l'auto-organisation qui permet la prise en main de la lutte par les salariéEs eux-mêmes et de faire sauter les verrous bureaucratiques. C'est enfin, dans la foulée, poser les questions politiques : comment diriger la production, l'ensemble de la société, au bénéfice du plus grand nombre, et non pour celui des plus riches, et cela dans le respect de la planète.

C'est pourtant cette voie qu'il faut réemprunter, comme l'ont fait les GuyanaisEs. C'est dans ce sens que doit se construire ce 1^{er} Mai, première occasion de (re)commencer à mobiliser. Face aux volontés de construire un «front républicain» oubliant ou tentant d'effacer les responsabilités des unEs et des autres dans la dégradation de nos conditions de vie et de travail. Un 1^{er} Mai dans lequel doivent être inséparables la dénonciation du Front national, du libéralisme, et la nécessité de construire sans attendre les mobilisations pour combattre les reculs sociaux, le chômage, le racisme. Un 1^{er} Mai internationaliste, de lutte de classe.

Robert Pelletier

NARBONNE (11) Un train nucléaire bloqué!

Si des candidats à l'élection présidentielle ont enfin abordé l'avenir du nucléaire en France, nous sommes encore loin, hormis avec Philippe Poutou, d'engagements d'un arrêt du nucléaire le plus rapidement possible, avant la catastrophe.

Le débat se limite encore trop souvent aux 58 réacteurs des centrales et parfois sur le stockage des déchets, mais nos politiques ignorent encore beaucoup de choses sur l'ensemble de la filière nucléaire.

L'objectif des groupes du collectif Arrêt du nucléaire (Drôme Ardèche, Bordeaux et Montpellier) et de Sortir du nucléaire (Narbonne) qui ont stoppé un train d'uranium le 15 avril à la sortie de l'usine de Malvesi (près de Narbonne) était donc d'interpeller les politiques et alerter la population sur les multiples transports de matières nucléaires qui circulent partout en France.



Le nucléaire, ça ne passe pas... DR

52 camions de plutonium par an et un wagon de déchets hautement radioactifs par jour convergent vers La Hague dans le Cotentin. Pour fabriquer le combustible, chaque semaine des trains de matières nucléaires font le trajet de

Narbonne au Tricastin dans la Drôme.

En sortir, une urgence absolue

Les cinquante militantEs ont pu faire des relevés précis à l'aide d'un scintillomètre

sur les 13 wagons du train. Des mesures atteignant près de 12000 coups par seconde à proximité des wagons au centre du train, soit 200 à 250 fois plus que le niveau ambiant (le bruit de fond) qui est d'environ 50 coups par secondes. Les deux cheminotEs présents sur le train ne disposaient même pas d'un dosimètre, alors que le point d'accroche des wagons affichait 2000 coups/seconde! Deux militantEs ont pris position sur un trépied, à plusieurs mètres au dessus du sol, ce qui assurait un blocage efficace difficile à évacuer. Elles ont déployé en hauteur une banderole «Résister, c'est créer». D'autres banderoles rappelaient que l'arrêt du nucléaire est une urgence absolue. Une action forte en pleine campagne électorale. Au-delà des élections, l'appel est lancé à tous les candidats.

Dominique Malvaud

ÉQUIPEMENTIERS AUTO

La course aux profits

Les salariéEs de l'entreprise GM&S Industry (La Souterraine dans la Creuse) ont manifesté en investissant mercredi 19 avril les Champs-Élysées devant les vitrines rutilantes des concessions Renault et PSA. Cela fait plusieurs mois qu'ils résistent à l'asphyxie de leur usine décrétée par les donneurs d'ordre que sont, pour leur usine, Renault et PSA. Ils multiplient occupations, blocage de l'usine PSA de Poissy, interpellation des directions de Renault et PSA ainsi que des pouvoirs publics.

La réduction drastique des commandes des deux constructeurs automobiles français est une leçon de choses brutale des restructurations qui accompagnent le secteur des équipementiers et de la sous-traitance automobile en pleine croissance des profits.

La concentration des équipementiers

Alors que le secteur des équipementiers automobiles était jusqu'au début des années 2000 beaucoup plus dispersé que les constructeurs automobiles, quelques champions français de la mondialisation émergent avec Valéo et Faurecia, filiale

INTERNES EN MÉDECINE Formation réduite et économies sur les rémunérations... Mobilisation!

À l'appel d'un de leurs syndicats, l'ISNI, les internes en médecine ont engagé une grève reconductible. Ainsi, ils ont manifesté le mardi 18 avril dans plusieurs villes (Paris, Rouen, Marseille). Le mouvement a été voté jusqu'à, au moins, le 25 avril.

Sans rejeter le principe d'une réforme des études, une partie des internes en conteste plusieurs aspects, et souhaite obtenir des garanties sur un certain nombre de points. La réforme, censée rendre la formation plus « homogène » aboutit en fait à ce que certaines spécialités, comme la pédiatrie, voient leur internat passer de quatre à cinq ans, alors que d'autres (cardiologie, gastro-entérologie et néphrologie) restent à quatre ans... Ainsi, pour une spécialité comme la cardiologie, la formation qui était jusque-là de six années (quatre années de formation et deux de mise en pratique) passerait à quatre années (trois années de formation et une année de mise en pratique). La dernière année d'internat, se ferait sous le nouveau statut « d'assistant spécialiste », alors que, jusqu'à présent la période de mise en pratique avait lieu après



Les internes prennent la rue. DR

la fin de l'internat, sous la forme de deux années « d'assistantat ». Le résultat serait donc la perte d'un tiers de la durée de formation. Pour d'autres la diminution serait d'un quart. Enfin la réforme aboutirait à ce que les internes en dernière année assument les responsabilités de chef de clinique, tout en étant rémunérés comme des internes.

Les médecins en formation paieraient ainsi leur tribut à l'austérité budgétaire.

Extrême précarité

Le ministère campe jusqu'à présent sur ses positions. Au sortir de la rencontre avec le ministre, Olivier Le Penetier, président de l'ISNI, déclarait : « Notre revendication de passer à cinq années

pour certaines spécialités doit être réévaluée dans un an par le comité de suivi? Mais il est présidé par les personnes qui ont piloté cette réforme! Actuellement, ils ne nous écoutent pas. Je ne vois pas pour quelle raison ils nous écouteront dans un an. »

Pour tenter de faire accepter sa réforme, le ministère a proposé scandaleusement un accès plus rapide au « secteur 2 » (permettant les dépassements d'honoraires...) que Marisol Touraine prétend par ailleurs combattre. Une proposition qui ne semble d'ailleurs pas avoir, au départ, choqué les représentants des internes. Pour justifier son intransigeance, le ministère met en avant le taux limité de participation à la grève, qui prouverait un soutien des internes à sa réforme. Dans la réalité, les difficultés de la mobilisation s'expliquent largement par l'extrême précarité dans laquelle se trouvent les internes, soumis à une hiérarchie médicale toute puissante et à laquelle on ne peut s'opposer sans risquer tout son avenir professionnel.

Jean-Claude Delavigne et correspondants

LA ROCHE-BLANCHE (PUY-DE-DÔME) La grève continue

Depuis le 29 mars, la grève des salariés de la clinique psychiatrique de l'Auzon se poursuit, avec 95% de grévistes parmi les soignantEs (voir l'Anticapitaliste n°379).

Les grévistes exigent le maintien du nombre de congés payés, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et d'accueil des malades. Cette clinique appartient au groupe Ramsay qui, avec 965 000 euros de bénéfices, a largement les moyens de financer les 150 euros d'augmentation demandée... Dès le début, la direction a refusé de négocier et a tout fait pour empêcher la grève (embauche d'intérimaires, de contractuels...), ce qui est illégal. Les salariés n'ont rien lâché. La direction a été obligée de vider la clinique



En grève et dans la rue, et demain on continue! DR

de ses patientEs car plus assez de personnel pour s'en occuper. Malgré les pertes financières dues à la grève, le groupe a retardé au maximum les négociations en espérant que la grève cesse, ce qui n'as pas eu lieu. Plusieurs rassemblements ont eu lieu à Clermont-Ferrand pour rendre

visible cette lutte auprès de la population, avec appel à donner à la caisse de solidarité, avec des actions de blocage des bus et tramway.

Propositions indécentes...

Des négociations ont eu lieu, mais les propositions faites n'ont pas

été jugées satisfaisantes par le personnel. Certes il y a le maintien du nombre de congés payés... mais seulement 16 euros d'augmentation des salaires : indécemment au vu des bénéfices du groupe. De plus, un ultimatum a été posé par la direction : c'est ça ou rien. Une sorte de mépris social... qui a encore plus motivé les salariés à voter la poursuite de la grève le mercredi 19 avril.

Un concert a eu lieu pour soutenir financièrement cette grève. Des liens sont tissés avec le personnel d'autres cliniques privées, aussi avec ceux d'autres cliniques du groupe, mais aussi avec d'autres salariés en lutte, comme les Candia qui ont gagné. Des militants du PCF ainsi que du NPA sont venus les soutenir. Une mobilisation est en train de s'organiser dans l'ensemble des cliniques du groupe pour le mardi 25 avril, dans le cadre des NAO pour l'augmentation des salaires.

Sandrine Clavières

WHIRLPOOL

« Trois mois déjà et que du bla-bla »

Alors que la campagne présidentielle de 2012 avait vu les candidats faire le tour des entreprises menacées par les plans sociaux et les fermetures, rien de tel en 2017.

Aucune chance de voir Macron, Fillon ou Hamon haranguer les salariéEs perchés sur un camion syndical comme Hollande à Florange. Aucun risque de les voir promettre nationalisations, sauvetage d'emplois ou plan social exemplaire. Autant de promesses qui ont largement contribué au désespoir social et au désarroi électoral...



À La Défense la semaine dernière. DR

Saccage social

Les salariéEs de Whirlpool en sont les premiers témoins. Depuis trois mois, ils et elles sont mobiliséEs contre la fermeture du site d'Amiens dont la direction du groupe a décidé la délocalisation de la production en Pologne. Une fermeture prévue pour le mois de juin 2008 et qui va jeter plus de 500 salariéEs au chômage, 290 salariéEs auxquels s'ajoutent 250 intérimaires employéEs quasiment en permanence et une centaine de salariéEs du sous-traitant Prima.

Depuis 2002, de plans de compétitivité en restructurations, le nombre de salariéEs y est passé de 1300 à 290... Aujourd'hui, deux ans après avoir acheté l'italien Indesit, Whirlpool prétend que l'usine d'Amiens perd de l'argent. Le groupe a pourtant réalisé 19,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2015.

Sortir du désespoir

Suivis de près par les médias, les salariéEs déclarent s'être abstenus au premier tour, certains ayant voté Mélenchon mais avec une mise en exergue par les médias de celles et ceux qui auraient voté Le Pen... Macron, originaire d'Amiens mais habitué de la Rotonde, dénonçant « les propos d'estrange qu'on ne sait pas tenir », aurait promis de se rendre sur le site dans l'entre-deux-tours. De son côté, le gouvernement prétend travailler sur un projet de reprise... Depuis des mois, les salariéEs ont multiplié débrayages, manifestations, rassemblements. Mardi dernier, ils et elles étaient à La Défense devant le siège du groupe pour interpeller la direction et les candidatEs à l'élection présidentielle. Mais face à l'indifférence des uns et des autres, depuis ce lundi matin, un piquet de grève d'une soixantaine de salariéEs bloque les entrées et sorties des poids lourds à l'aide de pneus et de palettes enflammées, sans empêcher leurs collègues d'accéder au site afin que ces derniers « ne perdent pas une journée de salaire ». À l'entrée du site une banderole donne le ton : « Trois mois déjà et que du bla-bla ». Rien de tel pour sortir de la résignation que la pression d'un patron qui envoie des huissiers pour surveiller les faits et gestes des grévistes... Pour elles et eux, le troisième tour social, c'est maintenant!

Robert Pelletier

de PSA, parmi les dix plus gros équipementiers automobiles dans le monde. Ils deviennent des acteurs importants de l'industrie automobile en Chine. Les changements technologiques à l'œuvre dans la fabrication des automobiles donnent une place de plus en plus importante aux équipements bourrés d'électronique embarquée et achetés par les firmes automobiles. En 2016, Valéo a déposé en France plus de brevets industriels que PSA, et espère croître au plan mondial de 10% par an d'ici à 2025. Dans cette concentration en cours, les constructeurs automobiles ont choisi les partenaires avec qui se répartir les profits et il n'y a pas de place pour l'essor de firmes moyennes encore indépendantes. Voilà pourquoi les constructeurs automobiles, s'ils ne sont pas contraints, laissent tomber une usine comme celle de GM&S.

Le groupe Arche en déconfiture

L'usine GM&S appartient au groupe Arche, l'un des premiers fabricants français de pièces moulées en aluminium de moteurs et de boîtes de vitesses pour l'automobile. Ce groupe avait connu une croissance très rapide au début des années 2000, son usine mère étant situé dans le bassin de Decazeville dans l'Aveyron. Il avait triplé son activité d'un coup en 2007 à coups de rachats et de subventions publiques. Mais depuis juillet 2016, le groupe est en déconfiture. Plusieurs usines du groupe dont celles de La Souterraine et de Decazeville sont en procédure de sauvegarde ou en redressement judiciaire. Dans l'opacité la plus totale, ce sont des tribunaux de commerce, fondés de pouvoir du patronat depuis des décennies, qui sont appelés à décider de l'avenir de centaines de salariéEs.

Faire converger les résistances

Une déclaration, signée conjointement par les syndicats CGT et FO de GM&S, le syndicat CGT SAM, les syndicats CGT, FO et CGC de FVM et le syndicat CFDT de SERMI, avait pointé au mois de mars les responsabilités de PSA, de Renault et de l'État. Les ouvriers de l'usine GM&S, par une résistance qui dure depuis plusieurs mois, désignent les véritables responsables et en appellent à la convergence de ceux qui en font les frais, qu'ils soient salariéEs dans les entreprises donneuses d'ordre, ici Renault ou PSA, ou dans celles qui n'ont qu'à obéir aux ordres. Ils montrent où se situe l'enjeu du « tous ensemble » à construire pour qu'ils puissent avoir le droit élémentaire d'avoir du travail!

Jean-Claude Vessillier

L'INDUSTRIE AUTOMOBILE MENACE



ROYAUME-UNI

Élections anticipées : le pari de Theresa May

Après en avoir écarté la possibilité à plusieurs reprises, la Première ministre britannique vient d'appeler à des élections législatives pour le 8 juin. Pourquoi ?

Le vote référendaire très inattendu en faveur du Brexit continue à peser lourdement sur la situation politique au Royaume-Uni. Theresa May, une eurosceptique qui a néanmoins voté contre le Brexit, se trouve confronté à une série de défis importants. La période de deux ans prévue pour négocier la sortie de l'Union européenne risque d'être très mouvementée car le Parti conservateur – et l'ensemble du pays – sont toujours très divisés. La grande majorité du patronat et la majorité des députés conservateurs étaient contre le Brexit et voient d'un mauvais œil une rupture radicale avec l'UE sous la forme d'un Brexit « dur ». C'est pourtant ce qu'a choisi Theresa May même si cela est peut-être une posture de négociation et qu'à l'arrivée un accord de compromis pourrait être signé pour un Brexit beaucoup plus « soft »... En même temps, l'aile droite réactionnaire pro Brexit est toujours vivace et n'hésiterait pas à réagir devant les éventuelles « concessions » de May. Éviter la perspective de batailles internes féroces étalées au grand jour pendant de longs mois (jusqu'en 2020) est certainement une des raisons de la décision de May d'appeler aujourd'hui à des élections dans le délai très court de sept semaines. Augmenter sa majorité lui permettrait sans doute de mieux imposer son autorité non seulement au sein du parti conservateur mais aussi à l'extérieur.

Face au rejet du système

Le vote pour le Brexit, malgré les aspects réactionnaires et racistes de la campagne, a été en grande partie le reflet d'un rejet des élites et de l'austérité qu'elles imposent. En Écosse, c'est le Parti national écossais (SNP) qui a su capter cette colère. Enfin, cela s'est aussi traduit par l'étonnante victoire de Jeremy Corbyn lors de deux élections pour la direction du Parti travailliste. Ce sont donc ces trois « menaces » que Theresa May espère conjurer en appelant à des élections très



La nouvelle Thatcher veut cogner fort... DR

rapides. Après un vote majoritaire des Écossais contre le Brexit, le SNP demande un nouveau référendum sur l'indépendance afin, entre autres, de rester dans l'UE. Une grande victoire de May aux élections en juin lui donnerait plus de légitimité pour refuser un deuxième scrutin et éviter ou retarder l'explosion du royaume.

Quant au Parti travailliste, il est aujourd'hui très bas dans les sondages, à 18 points derrière les conservateurs. La majorité (très droitière) des députés travaillistes sont opposés à Corbyn et cherchent sans cesse à l'affaiblir dans l'espoir de recentrer le parti. Vu cet affaiblissement et la désorientation du Parti travailliste, il n'est guère étonnant que May ait saisi l'occasion pour lancer des élections anticipées afin d'écraser Corbyn et d'en finir, espère-t-elle, avec tout espoir de changement radical à gauche.

Quelles perspectives à gauche ?

La situation semble très peu favorable pour Corbyn, avec un parti divisé, un niveau des luttes au plus bas depuis des décennies, et seulement sept semaines pour essayer de recréer la dynamique des meetings géants de ses campagnes pour la direction du parti. Sa première réaction a été d'annoncer une campagne offensive et radicalement à gauche et de rappeler qu'au début de sa première campagne, les bookmakers donnaient ses chances à 200 contre 1... L'avenir nous réserve-t-il des surprises ? Quant à la gauche anticapitaliste et révolutionnaire, les principales formations (SWP, Left Unity, Socialist Party) appellent à un soutien critique à Corbyn, là où en 2015 elles avaient présenté une centaine de candidatEs indépendants.

Quel que soit le résultat des élections, les débats au sein de toute la gauche – corbyniste, anticapitaliste et révolutionnaire – continueront à s'intensifier, sur les luttes à mener ensemble, sur les stratégies pour gagner... À suivre.

Ross Harrold

PALESTINE

Mobilisations de soutien à la grève de la faim !

Lancée le 17 avril par Marwan Barghouti, dirigeant du Fatah emprisonné depuis 15 ans, la grève de la faim de 1500 prisonniers palestiniens est-elle le prélude à un nouveau soulèvement général ?

« **A**ffronter l'occupant dans toute la Palestine occupée... Dix jours

après le début de la grève de la faim, le Fatah et les autres organisations de la résistance appellent à la grève générale ce jeudi 27 avril et à une « journée de colère » le lendemain. Cette nouvelle échéance de mobilisation fait suite à une série de manifestations de solidarité qui se sont déroulées le week-end dernier à Gaza, Bethléem, Ramallah, et à Jérusalem Est, où l'armée a délibérément attaqué le rassemblement pacifique, blessant grièvement un manifestant.

Une situation carcérale insupportable

Alors que Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne sont de plus en plus discrédités pour leur politique sécuritaire et leur collaboration éhontée avec les forces d'occupation, l'appel lancé par Marwan Barghouti, figure charismatique, dirigeant de la première intifada, rejoint par les prisonniers du FPLP et du FDLP, rencontre un écho populaire majeur. Qui,



Manifestation de Palestiniens le 16 avril dernier à l'occasion de « la journée des prisonniers ». DR

en Palestine occupée, ne connaît pas un proche, un voisin, qui soit passé par la case prison, qui n'ait été témoin de l'humiliation subie par les familles des prisonnierEs ? La politique carcérale de l'État sioniste est une arme essentielle du régime d'apartheid.

Que revendiquent les grévistes de la faim ? Qu'Israël cesse de violer impunément le droit international en ne respectant pas les droits humains ; la fin de la torture, largement pratiquée dans les geôles sionistes ; l'arrêt des mauvais traitements ; le manque de soins ; la fin de la « détention administrative » qui permet à la force d'occupation de maintenir en détention, sans jugement, pendant une durée illimitée, qui bon lui semble ; l'incarcération de masse de mineurs, dont des enfants de 13 ans pour de simples jets de pierres contre des soldats suréquipés...

Une répression féroce

Très préoccupé par l'écho international que suscite la grève, le

gouvernement tente de mater le mouvement par des mesures aussi classiques que vaines, car rien n'entamera la détermination des grévistes. Les principaux dirigeants politiques incarcérés ont été placés en cellules d'isolement. Les grévistes ont été dispersés dans une dizaine de prisons, les parloirs famille et avocats ont été suspendus. Comme d'habitude, les médias israéliens et leurs correspondants internationaux tentent de semer le doute par l'intox, prétendant que des grévistes ont suspendu leur mouvement... Une information démentie aussitôt par les organisations de soutien aux prisonniers. La palme du cynisme revient sans conteste à Ofer Sofer, dirigeant du parti d'extrême droite Union nationale, qui a osé organiser jeudi 20 avril un barbecue devant la prison d'Ofer en Cisjordanie afin que les grévistes « sentent l'odeur de la viande grillée » auquel étaient conviés les soldats de l'armée d'occupation... Au même moment,

un rassemblement de quelques dizaines de Palestiniens, venus apporter leur soutien aux grévistes, était sauvagement réprimé. Cette provocation honteuse n'est pas sans rappeler les indécentes rassemblements festifs auxquels s'étaient livrés les colons en juillet 2014 pendant l'opération « bordure protectrice », cela alors que les Palestiniens mouraient sous les bombardements...

Le mouvement de solidarité doit grandir

La polarisation militante actuelle autour de l'élection présidentielle ne saurait exonérer les internationalistes de leur devoir de solidarité active à la résistance du peuple palestinien et à ses prisonnierEs politiques : Georges Ibrahim Abdallah, militant de la cause palestinienne incarcéré à la prison de Lannemezan depuis 33 ans, ainsi que les prisonniers politiques basques ont entamé ce lundi une « grève des plateaux » en solidarité avec leurs camarades palestiniens. Plusieurs rassemblements se sont tenus à Toulouse et à Paris, mais ce n'est pas suffisant. La solidarité doit s'élargir : c'est le sens du nouvel appel au rassemblement lancé par plusieurs associations dont la GUPS, le Forum Palestine citoyenneté, l'UJFP¹. Le NPA soutient ce rassemblement, et appelle ses militantEs à élargir la solidarité avec la grève de la faim des prisonniers palestiniens. Palestine vivra, Palestine vaincra !

Alain Pojolat

1 – Samedi 29 avril de 15h30 à 17h30, place de la République.

SERBIE Les bourgeons d'un printemps serbe ?

Le 3 avril, Aleksandar Vučić a été élu président de Serbie, dès le premier tour, avec plus de 55% des suffrages (contre quelque 16% pour son principal opposant et des résultats dérisoires pour les neuf autres). Dès le lendemain des élections, et tous les jours depuis, des milliers de manifestantEs – à dominante très jeune – se sont mobilisés dans une dizaine de villes du pays.

Contre un régime de plus en plus tentaculaire et corrompu, ils dénoncent des élections « grotesques » : selon le Bureau d'études (BIRODI), Aleksandar Vučić a disposé de 250 minutes de plus que les dix autres candidats réunis. Il faut dire qu'il pouvait s'exprimer à plusieurs titres : candidat à la présidence, il est aussi Premier ministre de l'actuel gouvernement et chef du SNS, Parti progressiste serbe, omniprésent, dont le président sortant Tomislav Nikolić, est le fondateur. Moscou a commencé à dénoncer des opérations de manipulation occidentale supposées vouloir faire tomber un pouvoir ami de la Russie.

Un régime entre Russie et Union européenne

Pourtant le soir même de l'élection, le Commissaire européen Johannes Hahn s'est empressé de féliciter A. Vučić, évoquant le chemin que la Serbie et l'UE allaient désormais suivre « ensemble ». Des propos relayés dès le lendemain par Jean-Claude Juncker et Donald Tusk. Certes, le SNS, parti du président sortant comme du nouvel élu, collabore avec Russie-Unie et est membre

du Parti populaire européen. Mais, depuis 2012, quand T. Nikolic devient président en battant Boris Tadić, pro-occidental, les dirigeants du SNS ont ouvertement revendiqué une orientation de « pont » entre Russie et UE.

Comme chef du gouvernement depuis 2014, Aleksandar Vučić a manifesté la volonté d'adhérer à l'UE : sans renoncer au Kosovo, il a affiché une volonté de se plier au dialogue avec Pristina, arbitré par l'UE. Et la Serbie a conduit plus d'exercices militaires avec l'Otan qu'avec la Russie. Certes, le pays a subi le choc de la crise ukrainienne tant dans ses relations commerciales que politiques (en refusant d'appliquer les sanctions à la Russie) et dans son rôle de corridor énergétique entre Russie et UE – alors même que l'espoir de nouvelles adhésions à l'UE, après celle de la Croatie en 2013, a été renvoyé à 2020. Mais les dirigeants de l'UE cherchent plus à s'appuyer sur Aleksandar Vučić qu'à l'abattre...

Vers un printemps protestataire ?

L'ex Premier ministre Vučić s'est déclaré « plus FMI que le FMI » quand il a annoncé le gel des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite en 2015. Si sa cote de popularité a été



À Belgrade le 8 avril dernier, la jeunesse était dans la rue. DR

associée à ses attaques contre des oligarques corrompus, il a durci la législation contre le droit de grève et règne de façon clientéliste et frauduleuse.

Les jeunes qui manifestent dénoncent la nécessité d'avoir la carte du parti pour trouver un job et les faux diplômes des apparatchiks. Contre les opérations de division, les manifestantEs ont affiché dans une déclaration commune¹, leur indépendance envers tous les partis, au pouvoir comme dans l'opposition. Dénonçant la baisse des salaires,

et des retraites, protestant contre les agressions homophobes et solidaires des travailleurs en grève, les protestataires ont reçu des soutiens syndicaux. Fustigeant avec humour et inventivité leurs détracteurs, les jeunes refusent de devenir « de la main-d'œuvre bon marché en Allemagne ». Leur slogan préféré : « Soyons réalistes, demandons l'impossible ». Le pouvoir joue le pourrissement.

Catherine Samary

1 – <http://politicalcritique.org/world/2017/public-statement-protests-serbia>

Essai

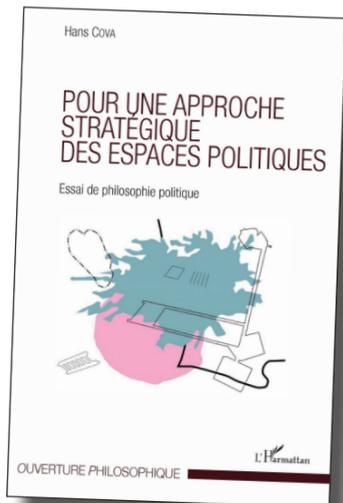
Pour une approche stratégique des espaces politiques, Hans Cova

L'Harmattan, 2017, 17,50 euros

À l'heure d'une campagne présidentielle à hauts risques et d'une gauche si désorientée et divisée qu'elle pourrait bien être condamnée à ne jouer que les seconds violons, Hans Cova nous invite à « une pause réflexive ». Une pause pour – dans le sillage des perspectives ouvertes par Daniel Bensaïd – non seulement tenter de comprendre « la redoutable rationalité politique qu'est le néolibéralisme », mais encore pour interpeller notre « créativité à la fois théorique et pratique » et travailler « autour d'un marqueur stratégique unificateur », à « l'élaboration ingénieuse de nouvelles formes politiques ».

Est-il le fait de manière très éclairante, en revisitant sur le mode critique certains auteurs et catégories de la philosophie politique contemporaine. Hans Cova veut – d'un point de vue théorique – prendre à bras le corps les questions qui nous occupent toutes et tous, quand on est de gauche et qu'on réalise combien nos forces collectives se sont depuis les dernières décennies, fragmentées et affaiblies, devenues trop souvent impuissantes à ne serait-ce qu'enrayer la machine néolibérale contemporaine. Il va ainsi chercher à explorer puis revalider un certain nombre d'axes de réflexion qui ont tendance à être oubliés ou passés sous silence aujourd'hui, notamment celui de la politique pensée comme « art de la stratégie », comme art de l'unification des luttes sociales et des espaces politiques, en reconnaissant par-delà la multiplicité et diversité des luttes en cours, un même adversaire (le système économique capitaliste néolibéral) et en remettant à l'ordre du jour le principe de la « lutte des classes ».

Et c'est à travers trois essais différents, mais écrits en parallèle et ne cessant des'enrichir mutuellement, que Hans



Cova va mener cette exploration : le premier (*Le social et la politique, une articulation stratégique*), en cherchant à jeter les bases théoriques d'une articulation plus serrée entre luttes sociales et luttes politiques, en particulier dans le contexte de l'électoratisation de la vie politique (ô combien d'actualité). Le second (*D'un apparent anachronisme*) en revalorisant et actualisant, contre bien des théorisations à la mode,

le concept de lutte de classes. Et le troisième (*Action politique et tectonique des espaces*) en interrogeant les notions si débattues et ré-interprétées aujourd'hui de nation, peuple et souveraineté. En convoquant autant des auteurs de la tradition (Marx, Marcuse) que de l'époque contemporaine (Agamben, Balibar, Bourdieu, Lordon, Harvey, etc.), en puisant autant dans l'actualité (le Printemps arabe) que dans certains grands événements du passé (la Commune de Paris), Hans Cova nous fait ainsi mieux mesurer les formidables défis que le néolibéralisme nous pose aujourd'hui, mais aussi les moyens dont on disposerait pour nous défaire de son emprise.

Combattre le néolibéralisme
 Car s'il y a quelque chose selon Hans Cova qu'il faut prendre au sérieux, c'est bien le néolibéralisme, tant ce dernier ne se limite pas au seul champ de l'économique, et tant il embrasse l'entièreté de l'existence humaine et se présente « comme une ontologie ». D'où la nécessité de le combattre aussi sur le plan de l'idéologie en mettant en lumière certains des effets cachés et problématiques qu'il finit par produire,

RENCONTRE DE LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

Avec **Hans Cova** autour de son livre

MARDI 9 MAI À 18 H 30

à la librairie, 27, rue Taine, Paris 12^e.

idéologiquement parlant. Et c'est ce qu'entreprend Hans Cova, en faisant notamment apercevoir comment aujourd'hui la politique a été réduite à sa portion congrue et délestée de ses inéluctables soubassements sociaux. Comment aussi les classes sociales tendent à être oubliées au profit de la seule analyse de rapports d'organisation et de stratification. Comment enfin la souveraineté populaire, trop souvent ramenée à une gouvernance mondiale, finit par être « réduite à la mainmise asphyxiante qu'exerce une technocratie soi-disant experte ». Le tout dans un contexte d'individuation exacerbée des comportements humains, jumelée à un délitement des relations sociales où l'imagination devient superfétatoire, voire préjudiciable. Mais Hans Cova ne se contente pas de ce seul diagnostic, il cherche en même temps à montrer « les jalons d'un autre monde possible », justement en réapprenant – à l'encontre de tous les présupposés néolibéraux – à penser la politique comme « art stratégique des possibles », comme art de ré-articuler ensemble les espaces politiques. Un livre à lire pour, tout en même temps, mieux saisir de quoi est fait le néolibéralisme et comprendre comment le combattre. D'un seul mouvement ! C'est là son originalité et son intérêt.

Pierre Mouterde (sociologue essayiste)

Roman

La vérité du petit juge, Mimmo Gangemi

Seuil, 2017, 20 euros

Bienvenue en Calabre : la mer et le ciel y sont bleus et la 'Ndrangheta (la mafia locale) veille. Une petite ville est secouée par le meurtre de Marco Morello, le fils d'une puissante famille 'ndranghetiste. Face aux « galants hommes » et à leurs soudards, une société pitoyable.

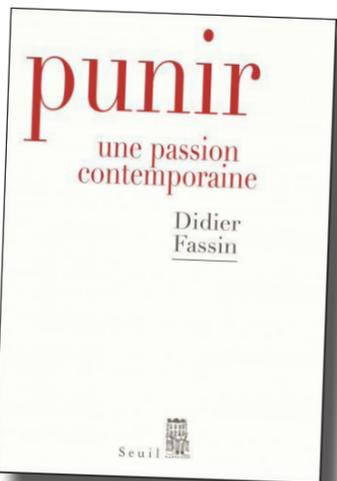


Des notables qui bavardent interminablement au « cercle culturel » mais se taisent quand leurs paroles pourraient être rapportées au chef du clan. Des flics parfois corrompus et quelquefois violents avec les administrés moyens. Des juges, soit avides de publicité, soit soucieux d'en faire le moins possible : de toute façon, ce qui se dit au palais de justice est à peu près immédiatement connu des caïds. Quant aux citoyens lambdas, coincés entre la 'Ndrangheta et la « loi », ils comprennent vite qu'il vaut mieux ne pas trop parler. Les 'ndranghetistes de Gangemi, comme il le souligne lui-même, n'ont pas grand chose à voir avec le Don Corleone du Parrain...

Le juge Lenzi, qui a une solide réputation de flemmard, est chargé du meurtre de Morello fils. En fait, il va s'investir dans l'enquête d'autant plus qu'un autre meurtre est bientôt commis dans des circonstances aussi sordides que le premier (victimes torturées et ligotées vivantes avec du fil de fer, on vous passe les détails...). Dans l'intervalle, les Morello, pour ne pas perdre la face, ont aussi estourbi quelqu'un. Après un troisième meurtre, le « petit juge » va résoudre l'affaire mais comme, on est en Calabre, il va pour cela avoir besoin des lumières d'un vieux « parrain » aux allures un peu plus policées que les Morello.

Henri Wilno

Essai



Punir, une passion contemporaine, Didier Fassin

Seuil, 2017, 17 euros

« La France a aujourd'hui la population carcérale la plus importante de son histoire en temps de paix. En soixante ans, le nombre de prisonniers a plus que triplé. Or cette situation ne correspond pas à un accroissement de la criminalité mais à une augmentation de la sévérité », explique dans une interview Didier Fassin, le sociologue auteur de ce livre. Il s'interroge sur les ressorts sociaux, politiques et philosophiques du « moment punitif » que nous connaissons, avec le développement des politiques sécuritaires, expression de l'état pathologique de la société actuelle.

Loin de répondre aux justifications qu'avancent ceux qui la préconisent, cette politique aggrave les tensions et les disparités sociales, et favorise la criminalité. Ce que démontre brillamment ce livre. Cet emballage carcéral est un phénomène international : à titre d'exemple, pendant la décennie 1990, la population carcérale double en Italie et aux Pays-Bas. Au cours des années 2000, elle augmente de 145% en Turquie, de 115% au Brésil. Or la prison ne sert à rien. Pire, elle aggrave la situation. De solution qu'était le châtimement, il est devenu problème, « à cause du prix qu'il fait payer [aux] familles et [aux] communautés, à cause du coût économique et humain qu'il entraîne pour la collectivité, à cause de la production et la reproduction d'inégalités qu'il favorise, à cause de l'accroissement de la criminalité et de l'insécurité qu'il génère, à cause enfin de la perte de légitimité qui résulte de son application discriminatoire ou arbitraire ». L'auteur procède à un « dialogue critique », selon sa formule, avec

les définitions juridiques et philosophiques de la juste peine pour aborder trois questions : qu'est-ce que punir, pourquoi punit-on, qui punit-on ? Il démontre que cette conception barbare du châtimement comme l'infliction d'une souffrance n'a pas toujours existé dans les sociétés humaines puisque certaines sociétés ont préféré d'autres formes de réparation. Il met à nu la sanction comme vengeance, une cruauté presque archaïque, « une pulsion, plus ou moins refoulée, dont la société délègue les effets à certaines institutions et professions ». Une conception d'une société fondée sur des rapports de domination qui n'a d'autres réponses aux maux dont elle souffre que la répression qui les aggrave. Et s'établit une corrélation entre la montée des inégalités, le délitement social, et l'inégale distribution sociale des peines. La prison touche de façon disproportionnée les catégories les plus défavorisées de la population. La peine apparaît comme une manifestation crue de la violence politique complément de

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44

Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,

mardi au samedi :

12 h – 20 h

la violence sociale à l'œuvre dans cette société inégalitaire. Une politique moins répressive et moins discriminatoire est une nécessité sociale, humaine et morale. Elle ne peut résulter du simple raisonnement et de réformes, mais exigent une révolution qui remet sur pied toute la mécanique sociale pour qu'elle puisse répondre aux besoins humains et non à ceux d'une minorité, qui n'ont d'autres réponses aux drames qu'engendre leur politique que la répression... Une logique infernale. Ce livre en démonte les mécanismes éclairant ainsi les possibilités d'y mettre fin.

Yvan Lemaître

Documentaires

À voir en ce moment sur les écrans, deux documentaires qui nous touchent de près...

Les pieds sur terre de Baptiste Combret et Bertrand Hagenmüller

Sortie le mercredi 3 mai

Dans un petit hameau au cœur de Notre-Dame-des-Landes, le Liminbout. Des paysans syndicalistes, des locataires surendettés, un agriculteur historique, des squatteurs plus ou moins confirmés... Tous ont atterri au Liminbout pour se construire une autre vie et apprennent à vivre ensemble et à lutter pour un futur plus sensé...



1336 jours. Des hauts, débats, mais debout, de Claude Hirsch

Sortie le mercredi 22 mars



La lutte a duré 1336 jours, pendant lesquels un noyau d'irréductibles se sont battus sans relâche contre Unilever, la multinationale qui avait décidé en 2010 de fermer son usine de conditionnement de thés et infusions à côté d'Aubagne... Et ils ont gagné !

«Contester ces mots qui nous imposent ces cadres à l'intérieur desquels on tente d'enfermer notre pensée»

Entretien. Professeur de sociolinguistique, **Philippe Blanchet** est un chercheur engagé qui se consacre à l'étude de la discrimination par la langue. Son dernier ouvrage, *Les mots piégés de la politique*¹, met en lumière la propagande distillée dans les discours politiques, et par le pouvoir en particulier.

Après le livre d'Olivier Besancenot sorti il y a quelques mois ainsi que quelques autres autour de questions plus spécifiques, ton dernier livre revient sur la mise en œuvre de l'idéologie dominante à travers la langue, à travers les mots... Pourquoi cette question est-elle particulièrement d'actualité ? Ce phénomène est à l'œuvre en permanence, mais la question est encore plus d'actualité parce que, depuis quelques décennies, ceux et celles qui tirent leurs privilèges du système capitaliste-nationaliste dominant l'imposent avec une arrogance et une puissance inédites. Si on est d'accord pour considérer, à la suite de Gramsci ou de Bourdieu, que la domination et l'hégémonie ne sont pas seulement une affaire de rapports économiques mais aussi une affaire de rapports symboliques et donc de discours, alors il devient très important d'analyser la façon dont une certaine organisation des rapports sociaux est mise en place, protégée, «justifiée», imposée, par et dans les mots et les discours. Le livre d'Olivier a très bien montré comment on trompe les gens en remplaçant des mots par d'autres : «charges» au lieu de «cotisations», ou «plan social» au lieu de «plan de licenciements»... Le mien étudie un autre procédé, complémentaire à celui du remplacement. C'est le procédé par lequel un contenu idéologique implicite est imposé dans les usages de certains mots ou de certaines expressions sans changer de mots. Ça va jusqu'au point de leur faire signifier le contraire de ce qu'ils signifient jusque-là pour beaucoup de gens. Du coup, on manipule les gens en utilisant le même mot mais avec des sous-entendus, des présupposés, des effets, qui sont différents et qui ont d'autres conséquences.

L'essentiel de ton livre tourne autour des «mots piégés» liés en particulier à la situation créée par les attentats depuis janvier 2015 et le climat sécuritaire et islamophobe qui s'est mis en place. Peux-tu en particulier revenir sur les enjeux autour de la question de la laïcité, un débat qui traverse largement différents pans de la société, avec en particulier la façon dont l'État remodèle cette question ?

Oui j'ai choisi une série de mots et expressions particulièrement frappants à cause de l'augmentation constante de leur fréquence d'usage dans les discours politiques et médiatiques, du rôle central qu'ils jouent désormais dans ces discours et des phénomènes concrets qu'ils contribuent à produire dans la société française. Leurs usages, qui sont liés, ont été développés par et pour le renforcement massif d'une idéologie nationaliste quasi totalitaire imposée comme une évidence incontestable et sacrée. Le mot «laïcité» en est un bon exemple. Sous prétexte de la revendication de fanatisme musulman dans le cas de certains attentats depuis les années 2000 et



DR

surtout 2015, ce mot a été érigé en emblème de résistance à ce type de fanatisme et s'est vu attribuer de nouvelles significations, à l'opposé de celles qu'il avait jusque dans les années 2000. La loi de 2004 sur les «signes ostentatoires à l'école», dont l'idéologie a été ravivée depuis 2015, impose une vision inverse de celle de 1905 : on est passé d'une laïcité de neutralité qui protège et qui inclut à une laïcité de neutralisation qui menace et qui exclut. Dans les discours, ce mot est d'ailleurs presque toujours employé en opposition à l'islam. Il masque (mal) l'expansion d'une islamophobie et d'une xénophobie anti-«arabes» qui étaient socialement inacceptables jusque dans les années 1990 (et qui restent punies par la loi). Mais c'est toujours le même mot, presque toujours au singulier. On dit «la laïcité» comme s'il y en avait une seule avec laquelle tout le monde est d'accord, c'est frappant dans les documents institutionnels. Et pour rendre «la laïcité» incontestable, on l'érige en «valeur de la République» alors qu'elle n'était jusque-là qu'un principe d'organisation des rapports entre l'État, ses services, et la population. Du coup, si vous en contestez une certaine conception, ou un certain usage de ce mot, vous êtes supposé contester «la laïcité» tout court (puisqu'il n'y en a qu'une !) et donc contester les valeurs mêmes qui sont prétendues être au fondement de «la République» (sous-entendu : vous contestez la France, outrage absolu !).

Comment peut-on résister à ces «hold-up sémantiques» et mener la lutte pour «l'hégémonie» en faveur de l'émancipation ?

Il faut une vigilance permanente, s'interroger sur les mots les plus saillants dans ces discours et sur leurs usages, les comparer avec d'autres usages et d'autres façons de dire, les rapporter à leurs contextes, à qui parle, de quel point de vue, dans quel but. Ça veut dire aussi contester ces mots qui nous imposent des présupposés, ces cadres à l'intérieur desquels on tente d'enfermer notre parole et notre pensée. Quand un journaliste parle à Philippe Poutou de «notre sol», il faut l'interpeller sur son «notre» et l'idéologie nationaliste qu'il répand. Mais c'est difficile à faire tout le temps !

Dans le cadre de l'analyse de la campagne présidentielle, tu viens d'écrire un article sur la question de «l'équité» entre candidats prétendant garantie par une

loi du printemps 2016². En quoi avons-nous, là aussi, une nouvelle illustration de l'inversion complète du sens des mots ?

Oui, j'en ai d'ailleurs fait la postface de mon livre pour relancer la vigilance vers d'autres aspects de la vie politico-médiatique. L'équité est une notion définie depuis l'Antiquité, où elle désigne le fait de traiter des personnes différemment de façon justifiée pour prendre en compte la diversité des situations. C'est le contraire de l'égalité de traitement qui veut qu'on applique la même chose à tout le monde sans aucune distinction. L'équité, c'est une sorte de «discrimination positive», qui fait qu'on donne davantage à ceux et celles qui ont moins, qu'on donne moins à celles et ceux qui ont plus, pour compenser l'inégalité de départ et essayer de rétablir une égalité au final. C'est en tout cas la signification concrète principale de ce mot en philosophie politique, qu'on trouve aussi bien chez Marx et Rousseau. Mais quand les partis politiques dominants votent un changement des règles de prise de parole dans les médias en prévision des élections, ils font l'inverse ! Ils décident de se réserver beaucoup plus de temps de parole, à proportion de leurs scores aux élections précédentes. Et ils appellent ça «équité» ! Du coup le CSA fait de même, et quand Dupont-Aignan (quoi qu'on en pense par ailleurs) quitte le plateau du 20 heures de TF1 pour protester contre ça, la journaliste lui répond «c'est l'équité»... C'est un mot à connotation positive qu'on utilise pour agir à l'inverse : encore une manipulation...

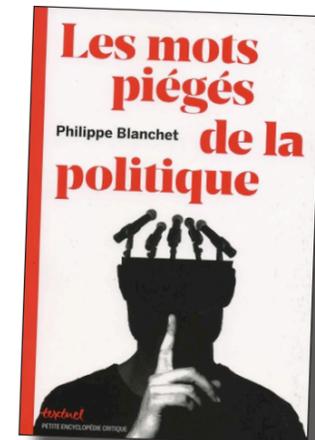
Dans une interview récente donnée à Télérama³, tu analyses la façon dont les particularités linguistiques des politiques apparaissent – et surtout disparaissent – dans le

cadre de cette élection. Dans ce cadre, à la différence de Jean Lassalle qui a pourtant un accent très prononcé, tu analyses que c'est Philippe Poutou «le candidat local total». Peux-tu expliciter ?

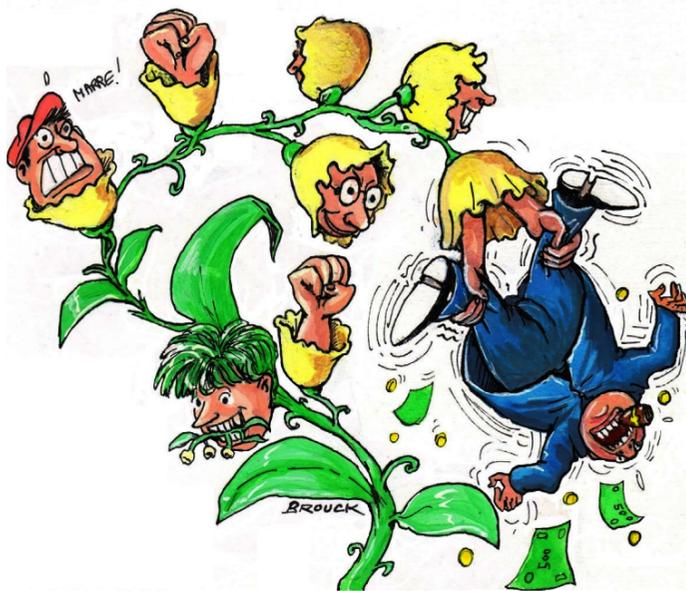
Lasalle, à part sa prononciation locale, a un français normé qui va avec son costume-cravate et sa carrière de député à Paris, alors que Philippe, en plus de son accent bordelais, a un français familier sur tous les plans, y compris son vocabulaire, qui va avec sa façon de s'habiller. C'est la marque d'un ancrage à la fois local et social, cohérent avec ses convictions politiques. Il dérange beaucoup plus les normes dominantes. La bourgeoisie bordelaise, comme souvent les bourgeoisies «locales», parle davantage comme la bourgeoisie parisienne que comme le peuple bordelais. Parmi les onze candidats, Philippe est de loin le plus ancré dans la vie et dans la parole populaires.

Propos recueillis par Manu Bichindaritz

- 1 – Textuel, 2017, 12,90 euros
- 2 – <http://lmsi.net/Et-qui-t-es>
- 3 – <http://television.telerama.fr/television/glottophobie-un-president-c-est-sans-accent,156896.php>



L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde.fr TUÉ POUR EVITER LE GASPILLAGE ? Un

condamné à mort a été exécuté dans l'Arkansas, jeudi 20 avril, pour la première fois depuis 2005. Ledell Lee, 51 ans, jugé coupable il y a vingt-deux ans du meurtre d'une jeune femme, aurait dû être le troisième d'une série sans précédent de huit exécutions prévues du 17 au 27 avril. Mais des reports décidés par la justice ont contrarié les projets du gouverneur républicain de cet État sudiste, Asa Hutchinson. Quatre de ces condamnés à la peine capitale pourraient en effet échapper à cette vague.

Les raisons de cette urgence qualifiée d'«atypique» par le Death Penalty Information Center, qui milite contre la peine de mort, sont particulièrement prosaïques. Les stocks de l'anesthésiant utilisé dans le cocktail mortel administré aux condamnés à la disposition de l'État seront en effet périmés à la fin du mois. L'Arkansas a abandonné la chaise électrique en 1990 pour la remplacer par l'injection létale. Depuis quelques années, la décision de nombreux fournisseurs pharmaceutiques, notamment européens, de ne plus approvisionner les États américains par hostilité à la peine de mort, a contraint ces derniers à recourir à des expédients à l'origine d'agonies dramatiques, en 2014, dans l'Ohio, l'Arizona et l'Oklahoma. [...]

En 2013, l'Arkansas a adopté une loi permettant de masquer l'identité des fournisseurs, pour éviter qu'ils soient soumis aux pressions des abolitionnistes. Cela n'a pas empêché, le 14 avril, le dépôt d'une plainte par un des plus grands distributeurs de produits pharmaceutiques, McKesson, au motif que l'État aurait dissimulé la finalité de certains achats. [...] Cette sensibilité des compagnies pharmaceutiques s'inscrit dans le cadre d'une évolution des mentalités. Selon le Pew Research Center, la proportion d'Américains favorables à la peine de mort est passée pour la première fois sous la barre de 50% en juin 2016, à 49%. [...]

En 2016, vingt personnes ont été exécutées, dans cinq États. L'une d'entre elles, âgée de 72 ans, avait passé la moitié de sa vie dans le couloir de la mort. Il s'agit du plus faible nombre depuis les cent exécutions recensées en 1999.

«La justice fait obstacle à l'exécution de plusieurs condamnés à mort en Arkansas», Gilles Paris, *Le Monde*, samedi 22 avril 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal : Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org